

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE - N° 234
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 1 au 14 janv. 1977

Face à la crise et à la guerre commerciale

Union de la classe ouvrière par dessus les frontières !

« Parallèlement à l'internationalisation de l'économie et du capital il s'opère un processus de nationalisation du capital » notait Boukharine dans l'Economie mondiale et l'impérialisme, précisément au moment où ces deux processus parallèles s'étaient déjà télescopés dans le grand conflit mondial.

DANS CE NUMERO :

- A l'ombre de la grandeur française (p. 2).
- Premiers pas du capitalisme chinois (p. 3).
- La chausse-trappe du mini-Etat palestinien (p. 3).
- Chasse aux « gauchistes », Sonacotra, soldats, hôpitaux, E.N., P.T.T. (p. 4 et 5).
- Naissance de l'OCT : sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire (p. 6).
- La lutte contre le militarisme bourgeois (p. 7).

Ce phénomène est bien compréhensible, plus le marché national devient étroit sous le simple effet de la croissance des forces productives, et plus le marché mondial devient le débouché normal, l'exutoire obligatoire des différentes entreprises. Mais du simple fait que les échanges se font en argent et que les Etats sont garants des monnaies, la concurrence commerciale se transforme en concurrence entre les différents Etats. En même temps, la concentration du capital a déjà conduit non seulement à la fusion du capital industriel et du capital bancaire en capital financier, mais à l'interpénétration de ce dernier et de l'Etat.

C'est pourquoi de plus en plus, l'Etat n'est pas seulement le financier le plus puissant : il intervient directement dans l'économie grâce

aux tarifs douaniers, aux contingents, à la politique fiscale, aux subventions aux exportations et à l'organisation généralisée du dumping : il tente ainsi de limiter la concurrence à l'intérieur pour la reporter sur le marché mondial et y assurer la « compétitivité de l'industrie nationale ».

A l'heure où la crise frappe le mode de production capitaliste dans son ensemble, où tous les pays cherchent à sortir en même temps de la récession en investissant davantage pour échapper à la concurrence sur des marchés qui se sont brutalement rétrécis, toutes ces tendances s'exacerbent, la concurrence internationale se transforme en guerre commerciale ouverte : prenez le textile où la concurrence des pays neufs crée un déficit de la balance commerciale dans les vieux pays

(suite page 2)

La glorieuse politique des confédérations syndicales

De capitulation en capitulation

Nous soulignons, dans notre dernier journal, les effets désastreux de la direction politique imprimée par l'opportunisme aux luttes de défense ouvrières, notamment au *Parisien Libéré* et aux chantiers de Saint-Nazaire. La suite n'a fait que le confirmer.

On s'en souvient, l'ouverture des négociations au *Parisien Libéré* avait été saluée comme une grande victoire par la CGT-FFTL (n'avait-elle pas été l'objectif donné pendant les 22 mois de lutte ?), victoire qui justifiait aux yeux de la centrale l'arrêt de la grève. Quant à l'élargissement du mouvement (nous montrions alors que cette possibilité existait du fait, entre autres, des grèves pratiquement concomitantes et d'un réel courant de solidarité déclenché par l'intervention policière), c'eût été sans doute de l'aventurisme irresponsable ! On déposait donc les armes au milieu de la bataille, alors que rien n'avait été acquis ; mieux, on déclarait sur de vagues promesses la partie gagnée, ce qui ne pouvait avoir pour résultat que de désorienter et de démoraliser ultérieurement les ouvriers.

Aujourd'hui la FFTL s'indigne et proteste :

« Ce que les pouvoirs publics et notamment le premier ministre avaient présenté comme une volonté de négociation pour trouver une solution au conflit du *Parisien Libéré* est seulement une parodie qui ne veut que justifier la position et les illégalités de M. Amaury [...], rien d'ac-

(suite page 4)

NOUVELLES DU MONDE

En Argentine, PCA-militaires : du flirt au mariage

« Il y a trois groupes subversifs en Argentine : les Montoneros, l'Armée Révolutionnaire du Peuple et la Brigade rouge du Pouvoir Ouvrier. C'est contre eux aussi que le gouvernement se bat, ce gouvernement qui lutte en permanence contre la corruption et pour le retour à la démocratie. Les bonnes dispositions de la Junte Militaire ont été démontrées par la libération de quatre cents personnes en deux mois seulement [!]. En outre, il a fait aussi la promesse [Dieu merci !] de publier les noms des prisonniers politiques [...]. Les attentats contre le gouvernement sont des attentats des ultras contre le peuple. Malgré sa composition idéologique hétérogène [sic], le gouvernement militaire suit une politique sensée et démocratique. »

Ces propos ne sont pas ceux d'un ambassadeur ni du ministre des Affaires étrangères argentin. Tenus au Mexique, ils sont le fait d'Edgardo Gutierrez, vice-président de la Fédération de la Jeunesse du PC stalinien, en réponse à ceux qui essaient « de donner à l'opinion publique mondiale une image défigurée de l'Argentine, en parlant des crimes, tortures, em-

(suite page 3)

L'Internationale des flics

Sous l'égide de la CIA américaine, la coordination des forces de répression contre « le terrorisme et la subversion » est en place en Amérique Latine depuis fort longtemps. C'est ainsi que le « cône Sud » (Argentine - Brésil - Chili - Uruguay - Bolivie - Paraguay), sans parler des autres pays du continent est devenu une véritable souricière pour tous les « opposants dangereux », qui sont traqués, emprisonnés, torturés et exécutés par une véritable internationale des polices et des services de sécurité militaire.

Cette internationalisation ne traduit pas seulement l'influence décisive des Etats-Unis. La suprématie yankee n'a fait qu'accélérer et rendre plus aisée cette coordination. Mais la raison en est plus pro-

Le 10 novembre, une convention européenne sur la « répression du terrorisme » a été adoptée à l'unanimité par les délégués des ministres des Affaires étrangères de la CEE, couronnant l'évolution de ce que Le Monde, ce dernier défenseur du libéralisme de grand-papa (tout du moins tant que les intérêts sacrés de la Patrie ne sont pas en jeu) appelle « un fascisme à visage humain », c'est-à-dire démocratique, et de « la nouvelle législation répressive mise en vigueur depuis quelques années par l'ensemble des pays occidentaux » (Le Monde du 12-11). Cette convention aboutirait à « établir une sorte de fédéralisme de la répression de la délinquance, spécialement politique ». Dorénavant seront considérées comme des infractions de droit commun la piraterie aérienne, les prises d'otages, les enlèvements, les séquestrations, l'utilisation de bombes, grenades, jusqu'au simple usage d'armes à feu, ainsi que toute infraction contre des agents diplomatiques, tout acte grave de violence contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes et même tout acte grave contre les biens,

fussent-ils tous motivés par des raisons politiques. Toutes ces dispositions s'étendent à la tentative et à la complicité. Toujours d'après ce journal, « il n'y a donc plus, avec ce texte, d'infractions politiques, et l'on pourra faire jouer très largement la procédure d'extradition ». Le texte prévoit par ailleurs l'entraide judiciaire la plus large possible. « Il s'agit en définitive d'organiser une véritable « internationale » de la répression », conclut Le Monde, pour qui tous les principes du libéralisme, du droit international classique, des juridictions traditionnellement compétentes viennent d'être bouleversés.

Pauvre temple des libertés et des droits ! C'en est fini du refus d'extradition et du droit d'asile politique. C'en est fini du libéralisme, même en haillons ! Vive donc l'Internationale des flics qui surveillent la paix sociale dans une société tellement respectueuse « de l'intégrité physique et des libertés des personnes » que, dans les dernières cin-

(suite page 2)

programme communiste

REVUE THEORIQUE

Au sommaire du n° 72 :

- Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire.
- Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938).
- Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II).
- Cours de l'impérialisme mondial.

104 pages - 10 F

Commandes aux Editions Programme

Le capitalisme dit par les bourgeois

● « Un porte-parole du ministère des transports a reconnu en toute simplicité, remarquent Les Echos du 24-12, que depuis le début de 1976, les prix à l'exportation avaient été en moyenne inférieurs de 18 % à ceux de 1975 pour les cargos et même de 30 % pour les vracquiers. Mais, paradoxalement, il a assuré que la marge bénéficiaire des chantiers n'avait pas été annulée. En ce cas, comme le fait remarquer notre confrère, le Journal de la marine marchande, « c'est admettre que les chantiers réalisaient auparavant des bénéfices considérables et en tout cas hors de proportion avec ceux qui apparaissent à leur bilan »...

● Voici comment Les Echos — toujours eux — du 1-12 parlent de la corruption de l'administration : « Le phénomène n'est pas neuf, encore qu'il n'ait pris un caractère quasi ordinaire qu'avec l'interpénétration massive entre l'administration et l'économie qui est le propre de l'époque actuelle. Mais la crise a beaucoup aggravé ce phénomène ». Comme quoi, à l'heure des règlements de compte provoqués par l'aiguissement de la concurrence non seulement entre capitaux mais aussi entre cliques politiques, l'ennemi de classe lâche une part de la vérité...

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 28 janvier à 20 h 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10^e (Métro République).

Riposte de classe à l'offensive capitaliste

Union de la classe ouvrière par dessus les frontières !

(suite de la page 1)

impérialistes et où tout le monde réclame des clauses de sauvegarde ; prenez la sidérurgie où les Etats-Unis et la C.E.E. tentent d'imposer au Japon une limitation de ses exportations ; prenez les constructions navales où les prix ont baissé depuis un an de 15 à 30 % et où les Etats financent la production de la même manière que dans la sidérurgie à coups de milliards ; prenez toute la réorganisation de la production sous l'égide des divers ministres de l'industrie dans le nucléaire, dans l'automobile, dans la chimie.

Le phénomène est le même dans tous les pays ; la conséquence pour les prolétaires est aussi partout : pression accrue sur leurs conditions de vie et de travail. Dans tous les pays la restructuration est lancée comme un objectif national. Vaincre dans la guerre commerciale devient un objectif patriotique central qui justifie dans tous les pays la baisse du salaire — pour permettre les investissements ! —, le développement du chômage — car la productivité doit croître plus vite que la production ! —, et pour convaincre la classe ouvrière de la nécessité de ces sacrifices pour le « bien commun », les Etats exercent partout une pression politique et policière accrue sur le prolétariat.

Ces résultats désastreux de la reprise économique sont la meilleure démonstration que le capitalisme ne peut survivre qu'en rendant la vie toujours plus difficile à la classe prolétarienne à l'échelle internationale. C'est la « nationalisation du capitalisme » qui rend insupportable l'« internationalisation de l'écono-

mie » dans sa forme actuelle, c'est-à-dire dans sa forme capitaliste et impérialiste — dont nous n'avons décrit les effets que sur la classe ouvrière, sans parler de ceux qui pèsent sur les épaules des masses exploitées des pays asservis et des nations plus faibles.

La perspective du communisme est de prendre appui sur la lutte qui, dans tous les pays, ne peut manquer de se manifester contre ces conséquences barbares, pour la transformer en une lutte de classe contre toutes les bourgeoisies, lutte où se prépare la force capable d'abattre les obstacles à l'émancipation prolétarienne. Cette perspective revient à prendre appui sur l'« internationalisation de l'économie » pour en finir avec la « nationalisation du capital » c'est-à-dire avec les économies nationales et les Etats capitalistes.

Le rôle que jouent les partis qui prétendent justement concilier la lutte ouverte et l'économie nationale apparaît alors clairement. L'opportunisme « ouvrier » prétend faire la critique de l'impérialisme au nom de la « nation » : il réclame les « nationalisations démocratiques » afin de préserver l'économie contre les « conséquences malfaisantes des trusts ». A vrai dire son opposition ne se résoud qu'à une différence de détail avec la politique de l'affairisme bourgeois. Cette dernière sait utiliser les vanes de la législation protectionniste pour permettre à la concurrence internationale de produire ses effets restructurateurs sur l'économie nationale elle-même — voilà à quoi se résume le libéralisme moderne ! L'opportunisme ouvrier, pour sa part, faisant chorus avec les

petits capitalistes et la petite bourgeoisie et entraînant avec lui les couches supérieures du prolétariat crie plutôt : fermons les frontières ! Si elle est profondément réactionnaire, cette politique coïncide néanmoins avec celle de la grande bourgeoisie non seulement parce qu'elle livre l'ensemble de l'économie, même « nationalisée » — et à plus forte raison « nationalisée » devrait-on dire — à la loi des trusts, mais aussi parce qu'elle pousse au renforcement totalitaire de l'Etat capitaliste, instrument indispensable du capital national face aux agressions du marché mondial et pour l'agression des autres Etats sous la bannière du développement des exportations, de la limitation des importations et de la solidité de la monnaie nationale !

Mais ce n'est pas sur ce terrain que l'opportunisme a son rôle spécifique : c'est sur le terrain politique où seul il peut tenter de garantir la paix sociale en faisant bénéficier la bourgeoisie, au nom de la nation, de l'influence qu'il a sur la classe ouvrière.

La classe ouvrière ne peut aujourd'hui se défendre — et demain s'émanciper — en défendant l'économie nationale, ce qui reviendrait à s'allier dans chaque pays avec sa bourgeoisie contre les autres. Elle ne peut au contraire attendre son salut qu'en passant à la lutte ouverte, y compris dans la guerre commerciale, contre sa propre bourgeoisie et en s'alliant avec la classe ouvrière des autres pays. Aujourd'hui comme hier, le mot d'ordre des communistes n'a pas changé : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ».

A l'ombre de la grandeur française

Gloire à la police !

« La gauche au pouvoir, lit-on dans *L'Humanité* du 10-12, il n'y aura pas d'épuration dans la police nationale. D'abord parce que ce serait absurde : en admettant (pure hypothèse) que la moitié des effectifs actuels de la police soient des adversaires du programme commun, il faudrait donc remplacer 50 000 personnes ? Ce serait une catastrophe ». Et pour cause : la police « maintient l'ordre public » et « défend les institutions républicaines » ! Pour ceux qui s'imaginent que l'opportunisme a encore la naïveté de la jeunesse politique, c'est un aveu salutaire. Et c'est la preuve qu'on ne peut aller coiffer la machine gouvernementale sans agir dans le sens de son fonctionnement organique : la défense de l'ordre social. Qui s'imaginerait le contraire non seulement serait brisé, mais, ce qui est plus grave, aurait paralysé la lutte prolétarienne avec de criminelles illusions.

Histoire de rançons

Giscard a fait cette confidence aux téléspectateurs que l'augmentation du prix du pétrole constituait « pour les Français 50 % de l'impôt sur le revenu », et « 50 % à payer à qui » ? Hélas, « pas à l'Etat français. Nous ne le répartissons pas entre nous [capitalistes, il va sans dire], nous le payons à l'extérieur [horreur !] comme une sorte de rançon ». Il est clair qu'il n'y a dans cette plainte qu'un prélude en vue de nouveaux sacrifices de tous [de tous les prolétaires, bien entendu] pour le « bien commun ».

Mais l'argument est un peu hypocrite, non ? En effet, à la guerre comme à la guerre ! La rançon est bien une pratique de la guerre ; et de la guerre des capitaux comme de la guerre des Etats. Mais, au fait, vous, capitalistes français, de combien de milliards de francs rançonnez-vous annuel-

lement non tant vos concurrents que les prolétaires et les masses paysannes principalement d'Afrique — mais aussi d'autres pays d'Amérique, d'Asie et même d'Europe —, parce que vous les tenez sous votre domination politique directe ou indirecte, ou tout simplement par le libre jeu de la rente monopoliste ? Cette rançon-là est insupportable, précisément parce qu'elle n'est pas anormale, mais parce qu'elle est la loi normale de l'impérialisme.

Océan Indien : la flotte veille au grain

L'Assemblée nationale vient d'autoriser le gouvernement à organiser un référendum pour l'indépendance à Djibouti. Ainsi l'honneur impérialiste est sauf : ce n'est pas la lutte de la généreuse population de ce territoire qui contraint la très civilisée démocratie française à donner l'indépendance politique, c'est le « libre choix » du législateur métropolitain qu'il faut remercier de sa mansuétude ! Un regret pour nous, communistes : c'est que cette indépendance, en l'absence d'une réelle pression du prolétariat d'ici et avec la collaboration des partis de gauche, se fasse dans les plus mauvaises conditions pour les populations opprimées de Djibouti, c'est-à-dire que l'Etat français passe la main aux directions politiques modérées qui ont pu lui donner le maximum de garanties, évidemment permises par les circonstances.

Décidément l'Océan Indien est en ébullition ! Au même moment, à Madagascar, le gouvernement qui a manifesté des velléités d'indépendance vis-à-vis de Paris réprime sauvagement des émeutes populaires qualifiées de « xénophobes » (on se demande vraiment pourquoi !) avec la bénédiction de tout l'arc-en-ciel des forces politiques métropolitaines ; et un changement de gouvernement laisse dans l'incertitude en ce qui concerne l'île Maurice. Heureusement pour nos clas-

ses dirigeantes, « notre » flotte de guerre, la plus importante dans cette région du monde, veille au grain ! Les prolétaires ont, quant à eux, l'intérêt exactement opposé.

Tout est à vendre

Entre le gouvernement et son opposition « de gauche » s'est déroulé au mois d'octobre dernier un entretien à demi-mot à propos de la politique française en Iran. Celui-ci illustre bien la solide réalité des sordides marchandages qui se livrent sous le pavillon du « socialisme au visage humain » et explique la passivité compréhensive avec laquelle « l'opposition » a accueilli les 24 expulsions d'étudiants iraniens, et l'inculpation de deux autres de tentative de meurtre, qui ont eu lieu cette année.

La discussion a porté sur le prix (en termes de commandes) qu'il fallait faire payer à l'Iran en échange de la couverture par l'Etat français de la politique intérieure du bourreau de Téhéran, qui, en plus de sa féroce répression « ordinaire », a ajouté à son tableau de chasse durant l'année 1976 l'assassinat de 80 révolutionnaires (*Iran Information*, n° 7, 18-12-76). Pour le PS — et le PCF ne l'a pas démenti — « on pourrait comprendre qu'au nom de l'efficacité le gouvernement « oublie » les bavures [du Shah] » (*L'Unité* du 8 au 14-10-76). Mais le jeu n'en vaut peut-être pas la chandelle, car, voyez-vous, « les experts [...] ne semblent pas espérer voir l'industrie française percer ». D'une part, « la France, avec seulement 4,7 % des échanges, n'est toujours que le cinquième fournisseur de Téhéran » et, de plus, les perspectives sont sombres : « après l'euphorie de 1974, [l'Iran] cherche à emprunter sur le marché monétaire international et révisé à la baisse tous ses projets, sauf

(suite page 8)

L'Internationale des flics

(suite de la page 1)

quante années, elle a fait plus de cinquante millions de morts lors des guerres de brigandage « légitimes », sans compter les victimes de la guerre quotidienne pour extraire la sueur et le sang des travailleurs ! L'Internationale des flics européens existait bien déjà, mais elle n'avait pas encore reçu la sanction solennelle des Etats et des codes de bonne conduite internationale. La **démocratie fascisante** n'avait pas encore entièrement dit son nom.

Sur la même lancée vient d'être approuvée en France une loi qui « autorise » les fouilles policières de voitures, pratiquées depuis longtemps, et **couramment**, dans la lutte contre la « subversion ». Rien n'est plus lent à suivre la vie que le Droit. La démocratie française est déjà prête à mener son combat antiprolétarien au nom de la légalité, mais de temps en temps elle doit actualiser son arsenal juridique. Il ne s'agit pas d'un choix qui découlerait des orientations politiques du « pouvoir » en place, comme l'ont prétendu les signataires du Programme Commun lors du débat parlementaire. C'est ainsi qu'en Italie, vient de se tenir un « sommet antiquérilla », réunissant la Démocratie Chrétienne (au pouvoir), le PC italien, les socialistes et les républicains (dans l'« opposition »), qui sont finalement tombés d'accord sur les mesures nécessaires pour freiner la violence politique dans le pays. Ces accords autorisent les forces de l'ordre à utiliser **davantage** (!) leurs armes (ce qui, remarque avec une fausse naïveté *Le Figaro* du 20-12, va à l'encontre du projet « communiste » (sic) de « démilitarisation » de la police) et prévoient une sévérité accrue de la part des tribunaux (ah ! cette justice indépendante...).

Les défenseurs de l'Ordre **n'ont pas de patrie**, et ils se serrent les coudes au-delà des océans et des couleurs politiques. Jugerai-je encore comme un paradoxe ce que nous affirmions dès 1945 : « le fascisme a perdu la guerre, mais il a gagné la paix » ?

Premiers pas du capitalisme chinois (1)

Depuis une dizaine d'années, la scène politique chinoise est marquée par l'alternance spectaculaire d'ascensions et de disgrâces de personnages, élevés au sommet de l'Etat en tant que grands chefs révolutionnaires et, bien sûr, apôtres fidèles de Mao Tsé-toung, accusés ensuite d'être des contre-révolutionnaires et traités au président-penseur. Ce fut le sort, entre autres (la liste en serait trop longue), de Liu Chao Chi et Lin Piao, comme c'est le cas aujourd'hui du « grou-

pe des 4 ». Malgré les « chinoiseries » qui l'accompagnent, ce spectacle est typique des révolutions bourgeoises, et il n'est rien d'autre que le reflet politique des formidables bouleversements provoqués par les contradictions matérielles de la société chinoise où coexistent le capitalisme naissant et les structures économiques et sociales archaïques. C'est précisément un tableau de ce difficile accouchement du capitalisme chinois que nous vous proposons de donner ici.

auraient tous crevé de faim. Rude besoin matériel, donc, et non pas « choix politique » génial de Mao !

Il en a été de même après la victoire. Poursuivant la vieille tradition de la corvée à une très vaste échelle, l'Etat a mobilisé, surtout pendant l'hiver où les paysans sont inactifs, de gigantesques masses humaines pour réaliser gratuitement les travaux publics nécessaires à la survie de tous. Pour se faire une idée de la formidable énergie ainsi mise en œuvre, il suffit de dire que dans la période de la plus intense concentration d'efforts (oct. 1957-sept. 1958), on a remué 57 milliards de m³ de terre et de roche (1), soit 300 fois ce qui a été nécessaire pour creuser le canal de Panama !

La structure sociale de la nouvelle Chine reproduit, elle aussi, la structure hiérarchique de la vieille Chine impériale : à la base, plus de 85 % de la population est organisée de façon stable dans le système des « communes », lié à la terre, non assujéti au marché de la force de travail, renfermé dans l'autosuffisance locale et familiale ; au sommet, l'Etat, administrateur des grands travaux d'utilité publique et régulateur de la production. Un trait essentiel la distingue cependant de celle de la vieille Chine, où l'Etat réprimait les forces du mercantilisme qui se développaient à la surface de l'édifice social en menaçant sa stabilité millénaire ; tandis que dans la Chine moderne, c'est l'Etat lui-même, de par sa nature bourgeoise, qui aide à promouvoir la forme la plus développée du mer-

(suite page 8)

(1) Les données citées proviennent des sources suivantes : *Annuario De Agostini 1976* (FAO-ONU), *Mondo Economico*, *Monthly Review*, *Le Scienze*, *Quaderni delle Edizioni Oriente*, *La Cina et La via cinese al socialismo*, Wheelwright et Mc Farlane, éd. Einaudi, Turin.

Dans le sillage de traditions millénaires

L'avant-garde prolétarienne ayant été massacrée en 1926-27 avec la complicité criminelle du stalinisme vainqueur en Russie et dans le monde, la Révolution chinoise s'est vue fermer la possibilité d'une révolution double qui, sous la direction du prolétariat chinois et international, aurait donné une solution beaucoup plus radicale au problème — à contenu économique bourgeois — de la terre, l'orientant vers la création de la grande agriculture moderne et encourageant en même temps l'implantation et le développement de la grande industrie. La Révolution chinoise est donc restée une révolution simple, uniquement bourgeoise : elle a dû abandonner la voie de l'insurrection armée du prolétariat des grands centres industriels entraînant derrière lui l'énorme masse des petits paysans, pour emprunter la voie tourmentée et beaucoup plus longue de la guérilla rurale de la seule paysannerie organisée en armée-parti progressant pas à pas de la périphérie géographique et économique jusqu'aux centres névralgiques du pays.

L'Etat issu de cette révolution paysanne ne pouvait que s'appuyer sur les

vieilles traditions de la campagne. Il a donc poursuivi, non seulement à cause de la nature de classe de la révolution mais aussi d'inexorables exigences matérielles, les traditions millénaires du mode de production asiatique qui, par ailleurs, nous ont été présentées comme le nec plus ultra du communisme version chinoise.

Comme l'explique Marx, tout le secret de la stabilité du mode de production asiatique consistait en ceci : le pouvoir central despotique assurait les gigantesques travaux de régularisation des cours d'eau et d'irrigation du sol indispensables à l'agriculture, qu'il finançait par les tributs en travail et en excédents alimentaires prélevés sur la myriade d'unités agricoles autosuffisantes qui combinaient la petite agriculture et l'industrie domestique.

Pendant la guerre civile, l'armée dut assurer ces mêmes fonctions : en échange d'aliments et de l'appui des paysans, l'armée (issue de la paysannerie) se chargeait de construire des barrages et des ponts, de réparer les routes, d'assurer le défrichage des terrains et l'entretien du réseau d'irrigation, faute de quoi ils

NOUVELLES DU MONDE

(suite de la page 1)

prisonniers et autres atrocités » (Cambio 16 du 19-12).

« En attendant le moment opportun pour reprendre son activité politique », le PCA — qui est une des pièces maîtresses possibles de la réorganisation syndicale prévue par la Junte Militaire — fait l'apologie du pinochetazo, du massacre de milliers d'ouvriers et de révolutionnaires.

Prolétaires, ne l'oubliez pas !

En Inde, en avant vers la Démocratie blindée !

L'Inde se vantait d'être « la plus grande démocratie du monde ». Mais il était inévitable qu'un jour ou l'autre cette démocratie se cuirasse d'acier, en liquidant précisément les institutions qui avaient donné une impulsion au développement économique du pays : par exemple les autonomies locales, ce qu'on appelait les organes d'auto-gouvernement, les « plus proches des masses ». Cette « proximité » est en effet irremplaçable et précieuse tant qu'elle sert à lier les masses à la cause patriotique du « décollage économique », en assaisonnant leurs sacrifices d'illusions et éventuellement de quelques mièges. Mais elle devient un obstacle et même une gêne insupportable quand le rapport se renverse, et qu'au lieu de servir à diriger et à discipliner le « menu peuple », ces organes en reflètent d'une certaine façon le mécontentement. Et c'est ainsi que les amendements à la Constitution approuvés le 30 octobre à New-Delhi prévoient, entre autres mesures allant dans le sens d'une centralisation totalitaire, l'utilisation de la police et de l'armée, sur décision du gouvernement, dans tout Etat de l'Union indienne où « la loi et l'ordre public seraient menacés ». Démocratie blindée, en avant !

Le raz de marée des référendums

En Espagne

En Espagne, la « masse du peuple », que la classe dominante n'a pas eu besoin de consulter pendant quatre décennies, vient de « ratifier » à une majorité écrasante son projet de réforme politique né d'un marchandage entre les différents clans du franquisme. La consigne d'abstention préconisée par l'opposition démocratique a du mal à cacher le fait que celle-ci reçoit son droit à l'existence légale des forces du fascisme. Il ne peut y avoir de meilleure confirmation que l'un et l'autre sont au service d'une même classe et répondent aux besoins d'une même conservation sociale. Il ne peut y avoir de meilleure preuve que s'est contre l'un et l'autre que la classe ouvrière devra se frayer son chemin !

En Suisse

Après que l'augmentation des impôts ait été votée récemment par voie de référendum (la forme la plus « pure » de la démocratie directe), le projet de loi pour les 40 heures de travail hebdomadaires vient d'être rejeté à une écrasante majorité par le même moyen. Ainsi l'oracle populaire répond-il inexorablement aux intérêts de la minorité dominante, même lorsque les intérêts matériels pressants des plus larges masses travailleuses sont en jeu. Une telle expérience ne serait pas inutile si une frange de prolétaires tirait cette leçon, simple mais essentielle, que le terrain de la démocratie est incompatible avec la défense de la classe prolétarienne, et à plus forte raison avec la lutte contre la bourgeoisie pour son émancipation révolutionnaire.

En Algérie

L'élection présidentielle a atteint les scores des référendums sur la Charte nationale et sur la Constitution, puisque Boumediène a été élu avec plus de 99 % des voix. Mais l'« unanime soutien populaire » dont se vante le régime cache mal le formidable renforcement de la pression politique et militaire qu'il doit exercer sur les masses exploitées et affamées, dans l'espoir de prolonger sa vie.

La chausse-trappe du mini-Etat palestinien

Les préparatifs de la conférence de Genève, sous l'arbitrage du gendarme américain assisté de la Russie impuissante et flanqué d'une France intéressée, s'accroissent. Crise ministérielle « surprise » à Jérusalem, qui laissera les mains plus libres à Rabin dans les négociations ; voyage d'Assad au Caire pour marchandiser une position commune ; et pour parer à tout risque d'explosion provoquée par la nouvelle entente syro-égyptienne, comme pour confirmer à Israël sous quels auspices on compte « trouver une solution au problème palestinien », état d'urgence au Liban.

La création d'un mini-Etat palestinien, cette idée née du cerveau fécond des tenants de l'ordre établi international, avait besoin, pour se matérialiser, de l'acceptation des dirigeants de la Résistance palestinienne elle-même, qui fut donnée en 1974 par le Fatha et le FDPLP moyennant la reconnaissance de l'OLP par l'ONU. Ce tournant, présenté par les dirigeants officiels comme une « étape » vers la « Palestine laïque et démocratique » prévue dans le programme de l'OLP, a d'ailleurs provoqué la naissance du Front du refus, qui donne ainsi un écho, bien que limité, aux besoins réels de la lutte des masses exploitées arabes (1).

Que penser en effet de la création d'un Etat octroyé aux Palestiniens sur la base de leur écrasement militaire au Liban ? Il se peut que la Syrie parvienne à imposer son point de vue : une confédération où la Palestine serait sous la coupe de Damas ; il se peut aussi que Ryad et Jérusalem, l'une par refus d'une grande Syrie, l'autre par confiance envers Hussein — bien qu'il ne soit rien, comme le prouve la mise au pas du Liban, à côté d'Assad —, arrivent à remettre sur pied le projet, honni des masses, d'une fédération sous tutelle jordanienne ; il se peut enfin qu'on parvienne à s'entendre sur une « entité palestinienne autonome », qui serait plus présentable pour les masses palestiniennes et pour les intérêts « dynastiques » et nationaux saoudiens et égyptiens, mais qui exigerait de l'OLP qu'elle donne les plus solides garanties à tout le monde. Néanmoins comme le reconnaissent les dirigeants palestiniens eux-mêmes, une chose est sûre : le mini-Etat « devra être nécessairement démilitarisé, et en tout cas, privé d'une armée de l'air et de défense anti-aérienne » (voir *Le Monde* du 16-12). Un Etat sans armée ! Nous sommes à cent lieues donc des promesses d'Arafat et d'Hawatmeh, qui le représentaient comme un point d'appui pour libérer la Palestine du sionisme...

Quels seraient donc les effets réels de la création d'un Etat né sous des auspices aussi mauvais ? Il est bon de savoir que non seulement sa superficie ne dépasserait pas celle d'un de nos départements (soit 5 ou 6.000 km²), mais il serait encore divisé en deux parties, séparées de quelque 50 km par l'Etat israélien lui-même ! La population actuelle du territoire lui correspondant ne devrait pas dépasser 850.000 habitants pour la Cisjordanie et 500.000 pour la bande de Gaza, soit au total le tiers de la population palestinienne, un autre tiers vivant en

Jordanie et le dernier étant partagé essentiellement entre Israël, le Liban, la Syrie et le Koweït ; mais il est vrai que 28 camps palestiniens sur les 53 recensés se trouvent sur ce territoire. Autant dire que le but de la création de ce mini-Etat n'est pas — en supposant que l'hypothèse soit seulement vraisemblable — de rassembler les Palestiniens.

Un autre renseignement utile est que la Cisjordanie et Gaza sont justement les territoires où le taux d'activité par rapport au potentiel actif de la population palestinienne est le plus bas, ou en d'autres termes, où le chômage réel est le plus élevé. Il est aussi intéressant de savoir que 50 % des salariés, soit 30 % de la population active palestinienne, travaillaient en 1973 en Israël (contre 30 % en 1970) (2).

Il n'est donc pas difficile d'imaginer qu'un tel Etat serait un Etat-dortoir, une réserve, une sorte de Transjordanie arabe, bref une raison supplémentaire de laisser aux Palestiniens, qui forment dans tous les Etats de la région les plus gros contingents de la classe ouvrière, encore moins de droits qu'aujourd'hui, et de leur ôter au moins ceux que leur diaspora armée a réussi à imposer.

Et cet Etat, semi-colonie économique israélienne en même temps qu'otage commun de tous les Etats de la région, en proie à toutes les vexations et à toutes les repréailles à la moindre action des Palestiniens dans quelque endroit que ce soit du Moyen-Orient, Damas trouve qu'il serait encore trop remuant s'il restait coiffé par l'OLP sous sa forme actuelle. On sait que cette organisation s'est transformée, sous l'effet de l'irruption, après la guerre des 6 jours, des organisations armées poussées au radicalisme par la montée de la colère des masses exploitées et expropriées devant l'échec de la politique timorée de l'OLP de Choukairi, créée par la Ligue arabe. Damas veut aujourd'hui que l'on revienne à ces temps plus parlementaires et s'ingénie à déconsidérer même Arafat en lui faisant endosser la responsabilité de la mise au pas syrienne sur la Résistance et la rentrée dans les affaires palestiniennes de la Saïka vomie et chassée en juin du Liban par les armes. Arafat devra donc partir, ou s'il reste, raser sa barbe et rendre son fusil, laissant au musée du souvenir les attributs d'un romantisme plébien qui n'est plus de mise.

Voici le produit monstrueux dont va accoucher la conférence de Genève. Il est temps que les prolétaires des grandes métropoles impérialistes passent à la lutte ouverte contre l'ordre impérialiste pour contribuer à desserrer l'étau qui étouffe les prolétaires et les paysans pauvres de Palestine et de tout le Moyen-Orient.

(1) Le FPLP reste néanmoins prisonnier des principes de l'OLP, et notamment de la « non-intervention dans les affaires intérieures arabes », ainsi que de l'« amitié de l'URSS ».

(2) Ces chiffres ressortent d'une étude parue dans le n° 2 de la revue Khamsin.

De capitulation en capitulation

(suite de la page 1)

ceptable n'a été proposé [...], tout tourne depuis deux séances à vouloir faire accepter aux travailleurs un plan de licenciement global, assorti de quelques promesses évasives de quelques emplois dans un futur éloigné » (*Parisien Libéré spécial grève*, déc. 76). Mais comment aurait-il pu en être autrement puisqu'on a laissé tous les avantages à l'adversaire ?

Alors ? On épuise les ouvriers dans quelques rodéos et on en réfère — comble de crétinisme — aux instances supérieures de la bourgeoisie, espérant sans doute qu'elle va enfin faire preuve de cette morale civique dont l'opportunisme ne cesse de lui donner l'exemple en limitant journalièrement grèves et revendications. Les patrons de la presse d'abord : « devant ce diktat et le vide des propositions formulées, le Comité intersyndical s'est rendu hier après-midi auprès de la chambre patronale parisienne pour exposer la situation et demander aux directeurs de journaux de faire connaître la vérité à l'opinion [...], car certains silences confinent à la complicité [sic !] » ; et, bien sûr, l'Etat qui « dispose de tous les moyens pour amener le patron à négocier, ne serait-ce qu'en l'obligeant à appliquer la loi » (*L'Humanité* du 24-12).

Scénario peu différent à Saint-Nazaire. Le 4, les métallos répondent au lock-out patronal en occupant le pétrolier Bellamy dont ils bloquent la livraison. Le 6, malgré une forte mobilisation, les directions syndicales réussissent à convaincre les ouvriers de cesser l'occupation « pour faciliter la négociation », en la transformant en un pacifique défilé à travers la ville. Cette manifestation de bonne volonté n'ayant pas suffi, elles arrêtent le 16 l'occupation des chantiers pour « enlever tout prétexte au lock-out et tout obstacle à la négociation ». Entre temps, évidemment, le lock-out s'est durci et la position du patronat s'est faite plus intransigeante à mesure qu'on déshabillait les ouvriers.

Négocier est une chose qu'on ne peut exclure en soi, autre chose est de tout

centrer sur la négociation en faisant de la lutte un élément secondaire, voire néfaste, d'être prêt pour l'obtenir à abandonner les positions conquises, d'arrêter le combat dès qu'on l'a obtenue, comme si les objectifs étaient déjà remplis. Nous ne prétendons pas que l'on puisse éviter le compromis temporaire dans les batailles qui jalonnent la guerre de classe, c'est une question de rapport de force. Mais l'opportunisme fait du compromis un but qu'il poursuit perpétuellement, et qui selon lui trouverait sa pleine réalisation dans le gouvernement de gauche, vaste compromis social, dont la tâche serait justement de concilier, pour le plus grand bien de tous, les intérêts des ouvriers avec ceux de la Nation.

Comme tout se tient, c'est au nom de cette perspective électorale que l'on justifie aujourd'hui le sabotage des luttes ouvrières. « D'ici la prochaine échéance électorale municipale, déclare Séguéy menaçant, les délais sont suffisants pour que l'action syndicale puisse encore se développer ». Encore quelques petites démonstrations, donc, mais qui ne soient pas susceptibles de déborder sur le nécessaire recouvrement électoral !

La bourgeoisie, qui connaît depuis longtemps toutes les ressources et les avantages qu'elle peut tirer de la démocratie, ne s'y trompe pas.

« La limitation [des grèves] prévue dans le temps et le souci de ne pas gêner l'opinion publique à la veille de ces élections indique que la bataille contre le gouvernement ne devrait pas prendre l'aspect d'une épreuve de force... En fait le danger pour le gouvernement serait que la base, obéissant ça ou là à un réflexe spontané, aille au-delà des limites prévues par les responsables syndicaux » (*Les Echos*, 20-12).

Pour notre part, c'est bien sur ce « réflexe spontané » que nous comptons et c'est vers lui que nous portons tous nos efforts, comme base pour reconstituer une force de classe autonome contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Une cible pour les bonzes syndicaux

Les coordinations et les assemblées ouvrières

Au moment où le capitalisme accroît sa pression sur le prolétariat, il est logique que l'opportunisme serre les boulons de la chaudière syndicale afin de mieux contenir l'énergie sociale de la lutte ouvrière, tout en laissant, quand il le faut, un peu de vapeur se volatiliser dans des journées d'action-bidon, dans le but de faire baisser la pression.

Particulièrement vive est la réaction des bureaucraties syndicales aux tentatives des syndiqués de tisser des liens horizontaux : un des reproches fait aux militants exclus de la CGT à l'IMRO a été de constituer une section d'entreprise alors que les statuts de la FFTL ne reconnaissent que les syndicats de catégorie ; une autre cible a été constituée par les coordinations inter-entreprises, particulièrement entre les entreprises menant une lutte semblable contre les licenciements.

Il serait vraiment idiot de prétendre que la violence de la réaction des bonzes s'explique par une sorte de « soif du pouvoir ». Si ces derniers veulent effectivement que tout passe par leurs mains, c'est parce que le gonflement de la bureaucratie syndicale et ses petits privilèges ne reposent que sur la division des travailleurs. Ayant entretenu les prolétaires, pendant la période d'expansion « tranquille » du capitalisme, dans l'illusion que leur sort était lié à la bonne marche de l'entreprise ou à la défense des privilèges de catégorie — ce qui revient à laisser tomber les catégories qui n'ont aucun « privilège » ! —, les bonzes ont remplacé naturellement la vie de classe, qui a disparu des organisations syndicales avec la seconde guerre impérialiste, par une vie d'appareil.

Au moment où naît, dans des couches plus larges de prolétaires, la conscience que la défense des conditions de vie et de travail passe nécessairement par la lutte, cette division en catégories, en entreprises, etc., est le meilleur atout de la bourgeoisie pour que la lutte prolétarienne ne dépasse pas les limites fixées par les exigences de l'économie nationale et de l'entreprise.

Aussi les bonzes ont-ils érigé en principe l'interdiction de tisser des liens horizontaux. La CGT avait déjà travaillé en ce sens efficacement en 1936 et 1945. A la CFDT, cela a entraîné certains tiraillements ; dans des secteurs moins au fait de la lutte ouvrière, il leur a fallu un moment pour se persuader de cette conséquence de la politique conciliatrice. La bourgeoisie a dû venir à la rescousse, avec l'affaire des comités de

soldats, pour aider la haute bureaucratie confédérale à imposer la discipline à l'ensemble de l'organisation.

Or les faits doivent démontrer que la lutte ouvrière ne trouve sa pleine efficacité que si dans chaque lutte particulière est mis en avant l'aspect général de la lutte, que si la lutte est conçue comme un épisode d'une lutte plus vaste, une lutte entre l'ensemble des prolétaires et l'ensemble des capitalistes, si elle tend — au moins potentiellement — à rallier d'autres catégories, d'autres entreprises, etc., et donc si elle tend à devenir une lutte de classe. Quoi de plus naturel donc que les prolétaires cherchent à se retrouver en assemblée générale par-dessus les catégories, en assemblée locale rassemblant les ouvriers de plusieurs usines, simplement pour renforcer leur lutte ! Et n'est-ce pas du plus grand intérêt pour la lutte elle-même que chacun s'aperçoive qu'en dépit des différences de catégorie ou d'entreprise, il a les mêmes intérêts que le voisin ? Quoi de plus naturel d'autre part que les éléments les plus combattifs tendent à se rencontrer, en rompant l'isolement des entreprises et des villes, et en profitant tout simplement du fait que le capitalisme lui-même réduit par la route, le train et... le téléphone, la distance entre les entreprises et les villes ? Autant dire que cette tendance est inévitable parce qu'elle correspond aux exigences élémentaires de la lutte prolétarienne.

Le plus caractéristique est dans toute cette histoire que les sections syndicales CGT ou CFDT des entreprises en lutte qui ont senti le besoin de se rencontrer l'ont fait non tant par calcul vis-à-vis des bonzes que, tout simplement, comme l'a expliqué un ouvrier de l'IMRO au meeting de solidarité organisé en décembre à Paris, parce qu'ayant demandé sans cesse des directives à leurs fédérations pour lutter, ils n'avaient jamais rien reçu. Et pour cause ! Pour Messieurs les bureaucrates, les ouvriers qui luttent ou ceux qui sont au chômage sont justement ce qu'ils appellent avec mépris des « prolétaires », c'est-à-dire, dans leur esprit, des gens dont il faut se méfier parce qu'ils troublent la paix sociale, des gens qu'il faut oublier !

Mais il serait puéril de prétendre s'opposer à la politique des bonzes par une simple référence abstraite à la « démocratie syndicale ». Sans doute il faut lutter pour la participation la plus large des syndiqués à la lutte et à la vie des syndicats, pour briser toutes les limites de catégories, d'entreprise ou de région à leur fonctionnement. Mais il faut aussi lier cette revendication à la dénonciation de la politique interclassiste et anticlassiste dont les pratiques des bonzes syndicaux sont la conséquence naturelle. Il est en effet probable que devant la tentative des groupes de prolétaires de tisser des liens horizontaux entre eux, ces Messieurs des confédérations mettent en place, lorsque l'organisation des confédérations ne suffit pas, des « passerelles » et des pseudo-coordinations — la CFDT a déjà commencé — chapeautées par eux et qu'ils les présentent à la masse des travailleurs comme une garantie suffisante pour n'avoir pas à se rencontrer, en même temps qu'ils les utilisent comme une arme pour contrôler de telles assemblées — si elles ont lieu malgré tout — et comme un prétexte pour combattre les « gauchistes », c'est-à-dire en réalité les prolétaires les plus combattifs.

Le problème n'est pas un problème constitutionnel, mais un problème de force, même s'il faut, là où c'est possible, ne pas hésiter à prendre appui sur les « constitutions », les statuts, les règles qui peuvent aider la lutte quand la bureaucratie, surtout par routine ou par inexpérience, n'a pu les éliminer. Or constituer une force est bien sûr impossible sans une poussée prolétarienne, mais aussi sans une direction sûre. Et cette donnée n'a pas besoin de se fonder sur des présupposés programmatiques dans le domaine de la lutte syndicale, mais sur des principes authentiquement classistes acceptables par tous les prolétaires combattifs, même si seuls les communistes peuvent les manier de façon conséquente.

Devant la répression dans les casernes

Le besoin de la solidarité inconditionnelle avec les soldats

La bourgeoisie poursuit la répression systématique des comités de soldats, dont l'existence répond à la pression et au terrorisme de la hiérarchie militaire, particulièrement en Allemagne.

Après Baden et Radstadt, où la gendarmerie et la SM n'ont pas hésité à arrêter plus d'une centaine de soldats, en ville et dans les casernes, c'est le tour de Landau et Neustadt.

Ces derniers exemples ont démontré la détermination de la bourgeoisie pour casser dans les casernes le mouvement des soldats, n'hésitant à employer aucun moyen : arrestations en masse, interrogatoires sans fin, fouilles de locaux, allant jusqu'à acheter des soldats pour s'infiltrer dans les comités, surveillant tout soldat soupçonné dans — mais aussi hors de — la caserne, utilisant tous ses corps spécialisés de répression : la SM mais aussi la police politique, la DST.

Les derniers exemples ont permis de voir que la répression savait utiliser les moindres fautes des comités, tant sur le plan des principes élémentaires de la lutte de classe que sur le plan organisationnel.

Les contacts avec la hiérarchie qui semblent avoir été pris à plusieurs endroits, ou avec des éléments marginaux — sans précautions suffisantes — sur lesquels la hiérarchie peut facilement faire pression (à Landau, c'est l'un d'eux qui a vendu le comité), ont été autant d'éléments qui ont facilité le travail de la SM et de la DST.

Mais si la bourgeoisie se permet aujourd'hui cette impitoyable répression, c'est surtout parce qu'elle a réussi à briser toute solidarité active, même élémentaire, entre les soldats et la classe

ouvrière. Après Besançon, le haussement de ton du gouvernement a suffi pour

(suite page 8)

Sonacotra

Non aux saisies-arrêts !

Voici maintenant deux ans qu'a commencé la grève des loyers dans les foyers-ghettos gérés par la Sonacotra : un mouvement qui parmi les luttes récentes de l'immigration se distingue non seulement par sa durée, mais par son ampleur (53 foyers — soit 20 000 travailleurs — en lutte en avril 1976, aujourd'hui encore 27 foyers), par sa combativité, par sa volonté de défendre coûte que coûte l'unité et la centralisation de la lutte — sa meilleure arme et déjà son véritable acquis — au-delà de toutes les différences ethniques ou nationales, malgré l'isolement et malgré toutes les manœuvres de division de la Sonacotra et des valets de la bourgeoisie.

Ce mouvement, la bourgeoisie a tenté de le briser avec une implacable dureté, par les moyens puissants dont elle dispose, les plus violents comme les plus insidieux : depuis les expulsions de 18 délégués en avril dernier, directement télécommandées depuis le ministère de l'Intérieur, avec leur accompagnement d'infâmes brutalités policières et de calomnies haineuses de Poniatowski, jusqu'au travail opiniâtre de sabotage mené par le PCF — appuyé d'un côté sur les municipalités « communistes », de l'autre sur la CGT et les Amicales — qui a tout fait pour diviser, corrompre des résidents, salir les travailleurs grévistes aux yeux de leurs frères de classe, et qui dans quelques foyers a réussi à bri-

ser la grève par le biais de négociations séparées. Aujourd'hui c'est la justice que la Sonacotra appelle à son aide, en traînant les grévistes devant les tribunaux pour faire procéder à des saisies-arrêts sur les salaires. Le 23 décembre, 95 travailleurs immigrés du foyer de Montreuil ont comparu, soutenus par 300 manifestants, devant le Tribunal, qui a différé son jugement jusqu'au 21 janvier. Le 4 janvier au matin, 95 résidents de Nanterre sont convoqués au Tribunal de Puteaux. Ce sont 18 jugements qui doivent ainsi avoir lieu.

Le Comité de Coordination des foyers en grève a rassemblé un important dossier qui démontre de manière aveuglante comment la Sonacotra, non contente de pomper d'un côté l'argent des immigrés par le biais du « Fond d'Action Sociale » — lequel vit à 75 % des cotisations sociales et familiales qui ne sont pas reversées aux travailleurs immigrés dont les familles sont restées au pays — les vole encore sur les loyers (de 200 à 300 F en moyenne pour des chambres de 4,5 à 6, parfois 9 m²) en accumulant les « charges » les plus arbitraires. Mais la « justice » bourgeoise ne peut elle-même s'incliner que devant un rapport de forces. Plus que jamais, pour faire céder la Sonacotra les résidents ont un besoin urgent de la solidarité active de tous les travailleurs.

Hôpitaux : préparation d'un Congrès

La C. G. T. et les catégories

Depuis juillet, la CGT (Santé) annonçait dans son bulletin, *Le Service Public*, la convocation d'un congrès national des infirmiers(ères) les 4 et 5 décembre 76 à Paris.

Les débats organisés en décembre dans les hôpitaux avec les infirmiers pour le préparer, ne devaient porter que sur la revalorisation de la profession, son statut, sa formation. Il s'agissait de détourner les revendications salariales du terrain de la lutte de classe et de la grève, en les canalisant vers la soi-disant défense de la catégorie et les discussions vides.

Nos camarades sont intervenus dans des réunions locales pour avancer les positions de classe et défendre leurs moyens d'action. Voici le compte rendu de leurs interventions.

« *Qu'est-ce que l'infirmier ?* C'est un travailleur de la Santé qui vend sa force de travail contre un salaire. L'institution de la Santé fonctionne dans un cadre économique capitaliste et ne peut pas ne pas obéir aux lois du Capital. C'est ce qui rend l'infirmier ainsi que tous les autres travailleurs de la Santé solidaires de leurs camarades d'autres secteurs productifs.

Quelles en sont les conséquences pour la vie des travailleurs de la Santé ? Ils subissent les fluctuations du cycle capitaliste ; en période de crise, ils sont soumis à une exploitation accrue (charges de travail) et au chômage, en même temps qu'à des mesures de répression économique comme celles du Plan Barre, qui contiennent à la fois des attaques contre la santé des travailleurs et des prélèvements pour les cotisations de sécurité sociale plus importants sur les petits salaires, ce qui fait supporter à la masse des travailleurs les charges de la Santé au bénéfice de l'Etat, des patrons et des cadres.

Voilà ce qu'est l'infirmier : un travailleur comme les autres, exploité comme les autres.

Les niveaux de salaire des travailleurs de la Santé, leurs conditions de travail, la pénurie d'effectifs, dépendent du rapport de force qui s'établit entre l'administration et les salariés.

C'est ensemble, organisés dans un syndicat des hôpitaux regroupant tous les travailleurs de la Santé par-delà les catégories professionnelles et non dans un syndicat de catégorie, qu'on peut défendre efficacement ces revendications ; alors que les hiérarchies syndicales actuelles veulent nous river à la catégorie pour défendre... notre statut dans la perspective de revaloriser notre profession au nom de l'« intérêt des malades ».

Comme toujours et partout, l'opportunisme trahit les intérêts des travailleurs en les invitant à être fiers de leur métier, de la place indispensable qu'ils occupent dans la nation, et à défendre chacun leur entreprise ou leur hôpital sans que les revendications avancées puissent mettre en danger la Technologie, l'Industrie ou la Santé Françaises.

Chantage ignoble, quand on connaît les conditions de travail, l'encadrement hiérarchique pseudo-militaire et les charges de travail qui existent à l'hôpital pour toutes les catégories, infirmiers, ASH, AS, ASI, auxiliaires.

Notre seule réponse à ces traîtres : hors d'ici, hors des organisations des salariés. La défense de classe des salariés de la Santé doit aboutir à l'exclusion des valets de la bourgeoisie et des défenseurs de l'intérêt national ».

Nos camarades ont ensuite avancé les revendications de notre plate-forme syndicale :

- 2.500 F de salaire minimum,
- 500 F pour tous tout de suite,
- 35 h hebdomadaires, 5 jours à 7 h par jour,
- 2 jours de repos consécutifs,
- diminution de la charge de travail,
- titularisation immédiate et sans condition des auxiliaires,
- parité de salaire aux travailleurs en formation qui effectuent actuellement un travail non payé,

— prime uniforme intégrée au salaire, avec abolition de la notation qui divise les travailleurs et les soumet à la répression hiérarchique,

— abaissement de l'âge de la retraite : 50 ans pour les femmes, 55 ans pour les hommes,

— décompte sur 5 jours ouvrables pour les congés annuels.

Nos camarades ont proposé comme moyen d'action la grève totale sans préavis et sans limitation de durée, et défini les formes qui renforceront son efficacité : élection par l'Assemblée Générale des travailleurs d'un comité de grève chargé d'assurer :

- 1) les urgences (représentant seulement 2 à 3 % des hospitalisés),

P.T.T.-Créteil : Centre de Tri

La solidarité des postiers avec les ouvriers du Livre

La répression policière qui s'est abattue sur les travailleurs du Livre en lutte, et en particulier lors de l'expulsion des travailleurs du Parisien Libéré, le 5 décembre, a suscité, malgré le peu de détermination des bonzes syndicaux, de nombreuses réactions de solidarité chez les Postiers.

A Créteil CT, les travailleurs de la brigade A ont fait grève le 6 décembre à 90 % pour se rendre massivement à la manifestation de soutien organisée à Paris. A 17 heures, 25 % des travailleurs de la brigade 17/24 se mettaient aussi en grève. Enfin, à 20 heures, si du fait de l'apathie des dirigeants cégétistes, les camarades de la brigade de nuit ont décidé de ne pas faire grève, ils se sont cependant organisés pour interdire l'entrée du centre de tri au fourgon qui y livre chaque nuit le Parisien destiné aux abonnés du Val-de-Marne, fourgon escorté en général par des CRS et des RG.

Un piquet de surveillance a été placé aux portes du centre pour filtrer les entrées et prévenir l'ensemble des travailleurs de l'arrivée des flics. Par deux fois dans la nuit du 6 au 7, les flics se sont présentés devant le centre. Chaque fois, plus de cent tra-

vailleurs ont quitté leurs postes de travail pour se précipiter aux grilles du centre et interdire la livraison du Parisien. Devant la rapidité de la mobilisation et la détermination des travailleurs, les flics n'ont pas insisté et ont renoncé à forcer le passage.

Malgré les appels de certains bonzes opportunistes à la modération, les travailleurs du centre ont mené la même action, les deux nuits suivantes.

Leur combativité et leur volonté d'exprimer dans l'action leur solidarité étaient telles que les manœuvres de trahison d'un bonze de la CGT qui n'a pas hésité à aller parlementer avec les flics avant de demander aux travailleurs de libérer le passage pour ne pas « gêner les négociations en cours avec Amaury », ont été vigoureusement et unanimement condamnées, les travailleurs restant sur place jusqu'au départ de la police.

Tout au long de la journée du 6 et les jours suivants, de nombreux travailleurs du centre ont discuté, en réunion de grévistes par exemple, de l'historique et des conditions de la lutte des ouvriers de l'imprimerie (IMRO, Chaix, Néogravure, etc.). Certains ont même discuté du caractère corporatiste, collaborationniste, bou-

2) le piquet de grève dont la fonction principale est d'interdire le travail aux jaunes.

Et ils ont conclu : « cette plate-forme syndicale et ces moyens de lutte ne semblent éloignés qu'à cause de l'entreprise de démobilitation active des directions syndicales qui prétendent pour lutter attendre les élections et le Programme Commun. Mais pour défendre leurs intérêts et leurs conditions de vie, les travailleurs devront adopter les positions de classe, seules efficaces. Dans et hors des syndicats, ils devront défendre les conditions de leur émancipation future, l'abolition du salariat ».

tiquier et chauvin des dirigeants de la FFLL.

A ce propos sont apparus clairement les ravages de la politique de division perpétrée par les bonzes parmi les travailleurs : c'est ainsi qu'un travailleur a contesté la nécessité de la solidarité avec ceux du Livre pour la raison que ces derniers avaient laissé passer en 74 des insultes contre la grève des Postiers dans le Parisien. Il a fallu expliquer les conditions (pression du patron et du syndicat) qui avaient rendu possible cet incident qui avait choqué les Postiers et montrer que la solidarité prolétarienne ne se marchande pas.

Beaucoup ont condamné l'absence d'une préparation réelle de l'ensemble des travailleurs pour soutenir de façon directe et collective les travailleurs du Parisien Libéré, en mettant en cause directement les directions confédérales des syndicats.

Malgré l'apathie ou la trahison ouverte de certains bonzes CGT, les travailleurs de Créteil CT, en s'organisant et en s'unifiant à la base, syndiqués et non syndiqués, ont montré la voie de ce que doit être une véritable solidarité avec des travailleurs frappés par la répression de l'Etat bourgeois : une solidarité de classe, directe et collective, sans préalables ni esprit partisan. C'est ainsi que les travailleurs de toutes les catégories retrouveront le sentiment de leur force, leur confiance dans la lutte massive et solidaire, et n'hésiteront pas à utiliser cette arme de classe qu'est la grève de solidarité sans préavis. C'est ainsi qu'ils posent les bases d'un véritable front uni des exploités contre le Capital et ses alliés réformistes.

Grève des surveillants de l'E.N. dans le Sud-Ouest

Pour vaincre, il faut vouloir vaincre !

Les salariés de la fonction publique n'échappent pas à l'aggravation des conditions de vie et de travail qu'imposent la bourgeoisie et son Etat à tous les travailleurs. Comme partout, le capitalisme frappe en priorité les catégories les plus exposées, celles qui ne bénéficient guère de quelques miettes et « garanties » grâce auxquelles il parvient à acheter les couches supérieures de ses salariés.

Dans l'enseignement, les surveillants « hors statut » par exemple et particulièrement depuis la rentrée ont à subir les suppressions de postes et l'arbitraire rectoral : discipline renforcée, renvoi des surveillants non-conformes, etc. Nous avons déjà parlé dans notre numéro 232 de la saine réaction de surveillants de la région toulousaine qui ont déclenché dans deux départements un mouvement de grève illimitée pour la réintégration de deux de leurs camarades renvoyés, liant cette lutte immédiate à la revendication d'un statut unique de stagiaire dans leur catégorie, et à l'objectif plus vaste de la titularisation de tous les auxiliaires d'enseignement et de service. Par ces mots d'ordre, la lutte avait d'emblée un sens unificateur. D'autre part, elle dut bientôt chercher à s'étendre dans d'autres départements pour créer un rapport de force en sa faveur. Semaine après semaine, les surveillants de l'académie de Toulouse furent convoqués à des assemblées générales qui finirent par lancer une consigne de grève académique des surveillants et un appel à tous les personnels de l'Education nationale pour qu'ils se joignent au mouvement.

Face à une action pleine de possibilités de généralisation, contre l'isolement local et par-delà les limites de catégorie, le Rectorat a maintenu une attitude d'intransigeance. Il savait en effet pouvoir compter sur les bons services de directions syndicales particulièrement bien domestiquées (fonctionnarisme oblige !). Ainsi la grève a-t-elle dû bra-

ver l'interdit du SNES qui a tout fait pour la démolir dénonçant par circulaire les « irresponsables ». Quant au SGEN qui officiellement « soutenait de l'extérieur » l'action en cours, il n'a rien fait pour engager dans la lutte les enseignants et les autres catégories de personnel, si ce n'est... une redoutable campagne de signatures.

Enfin, au moment décisif, quand il s'agissait de mobiliser et d'organiser la grève académique (qui avait été votée à une forte majorité et à laquelle il avait déjà été appelé par tract) des militants du SGEN et de l'Ecole Emancipée (proches de la LCR) n'ont pas hésité à remettre en cause l'action et même à nier contre toute évidence qu'elle ait bien été décidée. Leur argument consistait à déconseiller d'avance un mouvement minoritaire, feignant d'ignorer que toute lutte réelle, surtout partant sans l'appui des syndicats, a bien des chances d'être minoritaire au départ. Exiger une majorité statistique comme préalable à la lutte revient à demander de ne jamais lutter... du moins tant que les très « représentatives » directions syndicales n'y appellent pas elles-mêmes. Voilà donc où mène la fameuse tactique des lettres ouvertes réclamant l'appui de ces directions alors même que celles-ci empêchent tout mouvement réel : à dénaturer la grève pour en faire un instrument de pression sur les bonzes et non une arme réelle de résistance contre l'ennemi ! Nos camarades sont intervenus pour dénoncer la pratique boutiquière, une manœuvre mettant la lutte au service de querelles de tendances internes aux syndicats, alors qu'il s'agissait d'une action de défense ouverte à tous, syndiqués ou pas. Finalement devant les réactions d'éléments combattifs, la grève n'a pu être formellement remise en cause, mais le refrain insistant sur le danger d'échec a contribué à détourner les efforts du besoin d'organiser une grève vraiment active et à encouragé les hésitants... à

hésiter. De plus, malgré nos efforts, les mêmes avaient réussi à ne faire démarquer l'action qu'une semaine avant les vacances pour soi-disant remporter un plus grand succès, mais un succès purement numérique !

Malgré tous ces obstacles, les surveillants des Hautes-Pyrénées, sortant des établissements où les grévistes étaient en force pour faire débrayer les établissements non grévistes, sont parvenus à une participation globale importante et ont même fait fermer certains établissements. Leur exemple, même s'il est hélas resté isolé par rapport au reste de l'académie, montre à l'évidence que les méthodes que nous préconisons ne sont pas des vœux de l'esprit.

Pour trouver la voie d'une lutte, lutte de défense certes, mais menée de façon décidée et dans un esprit offensif, les personnels de l'enseignement auront à affronter tout le poids d'une bureaucratie syndicale pratiquement intégrée à l'administration. Mais ils devront pour cela se démarquer de plus en plus de ceux qui ne veulent rompre radicalement ni avec les directions opportunistes, ni avec leurs méthodes.

A NOS LECTEURS SUISSES

Lisez et diffusez le Supplément au « Prolétaire » pour la Suisse

- au sommaire du N° 7 (décembre 76)
- Du Liban et de l'Afrique du Sud à l'Europe : Les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne.
- A propos des 40 heures : la lutte contre le capital pour :
 - la réduction du temps de travail,
 - l'augmentation du salaire de base, doit redevenir quotidienne.
- Dubied : une base combative battue par la coalition Syndicat-Etat.

A propos de la naissance de l'OCT (fusion de l'OC-R et de l'OC-GOP) :

Sans théorie révolutionnaire, pas de parti révolutionnaire

L'exacerbation des antagonismes de classe dans le monde, les manifestations toujours plus criantes du caractère contre-révolutionnaire des partis stalinien qui contrôlent de manière écrasante le prolétariat, le retard des conditions subjectives de la révolution par rapport au mûrissement des antagonismes sociaux, mettent toujours plus à l'ordre du jour la question de la construction du parti révolutionnaire. Les débats et les tractations qui agitent actuellement un certain nombre

Six semaines avant le congrès d'unification, la rédaction « fusionnée » de *L'Outil-Révolution* se vantait d'avoir gagné un pari : avoir réussi « pour la première fois » à inverser la tendance à « l'émission de l'extrême-gauche française » depuis 1968 et à « unifier dans une organisation communiste des militants que séparaient au départ leurs références théoriques, leur histoire récente, leur langage, leurs formes de militantisme » (n° 153). Quel est donc ce modèle, présenté comme un espoir « pour des milliers de femmes et d'hommes », « pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire » ?

Ce qui est significatif avant tout, c'est que l'organisation issue de la fusion, l'Organisation Communiste des Travailleurs, se constitue sur la base d'un accord « sur les tâches des révolutionnaires dans la phase actuelle de la lutte de classe » (*Révolution*, n° 144) — en France, bien entendu —, mais qu'elle n'a pas considéré comme un obstacle de devoir encore « approfondir [...] la réflexion sur les problèmes liés à la stratégie révolutionnaire et à la construction du parti » (*L'Outil-Révolution*, n° 158). L'OCR et l'OC-GOP sont tombées d'accord sur « la tactique face aux réformistes », « l'intervention dans les entreprises, les fronts femmes, armée, immigrés » (n° 144) et, inutile de le préciser, les « échéances » électorales de 1977 et 1978 ; par contre, des points obscurs subsistent sur « la Révolution ininterrompue et par étape, et les conséquences précises du révisionisme stalinien sur la dégénérescence du mouvement communiste » (n° 144). Dans ces conditions, l'accord « sur les principales déterminations théoriques et idéologiques » dont on se targue risque fort de se réduire à une délimitation négative — une vague « opposition » au stalinisme et au centrisme du PSU et de la LCR — et à une référence à des noms d'ailleurs disparates (de Marx à Gramsci, et de Lénine à Mao), sans qu'on juge utile de s'entendre sur le contenu précis d'une doctrine (qui est cohérente ou n'est rien), d'un but final (le « socialisme » serait-il la même chose pour Marx et pour Mao ?), des principes et d'un programme révolutionnaires.

Autant dire qu'on est ici en pleine aventure. La préparation révolutionnaire, la lutte opiniâtre pour surmonter les conséquences d'une contre-révolution de cinquante années qui a détruit de fond en comble non seulement la vision marxiste des buts et des moyens de la lutte révolutionnaire, mais jusqu'au souvenir des méthodes élémentaires de la lutte de classe : ce problème difficile entre tous et qui exige plus que jamais une implacable rigueur en cette période de débandade théorique est escamoté dans une pirouette. Tout est si simple ! Il n'y a qu'à « s'unir », assumer les tâches « actuelles », et l'avenir viendra de lui-même. En attendant on a le nombre, la bonne volonté, le sentiment et une plateforme pour les municipales : cela suffit pour être « crédibles » et porteurs d'un « espoir ». Les divergences internes, avec les oscillations et les heurts qu'elles peuvent laisser prévoir ? Bagatelle : « Sans contradictions il n'y a pas de vie » (n° 158) !

Mais comment sans théorie, sans stratégie, sans principes fermes et suivis sans défaillance par toute l'organisation, pourrait-on assumer les tâches de préparation révolutionnaire du prolétariat qui incombent au parti ? Les choses apparaissent bien claires quand l'OCT affirme qu'elle ne se considère ni comme « le Parti révolutionnaire, ni même [comme] un quelconque embryon baptisé avant-garde », mais simplement comme un « pôle » provisoire qui, « par ses propositions politiques » doit « permettre à la gauche ouvrière et à ses alliés des couches populaires de s'organiser et de faire les choix politiques qui la conduiront, elle et elle seule, à la révolution » (n° 153) : un pôle qui n'aspire qu'à... disparaître le jour où la « gauche ouvrière et populaire » reprendra le flambeau et « s'investira [sic] dans la construction du parti » (n° 157). Et effectivement sans théorie révolutionnaire on ne peut que se tenir à la queue des masses, non les précéder ; on peut leur faire des « propositions », sûrement pas les diriger (2). « Seul un parti guidé par une théorie d'avant-garde peut remplir le rôle de combattant d'avant-garde », écrivait Lénine en 1902 contre d'autres adorateurs des tâches « actuelles » et « concrètes » en elles-mêmes, sans lien avec le but final et le programme révolutionnaire. Et seul un noyau de révolutionnaires professionnels forgé et sélectionné au travers de combats théoriques, politiques et pratiques peut bâtir le parti capable de grouper autour de lui et de diriger les bataillons prolétariens en lutte contre le capitalisme.

On ne peut avoir le sens des responsabilités qui incombent au parti et à lui seul que sur la base d'une délimitation politique claire et tranchée par rapport à tous les autres partis, y compris les prétendus « cousins ». Sous-estimant l'importance des bases théoriques et de principe du parti, l'OCT ne peut que nier l'importance de la lutte politique contre les autres courants — baptisée « sectarisme » ou « avant-gardisme » à l'égal de la « prétention » à se proclamer le parti ou son embryon — et se défendre de vouloir conquérir l'avant-garde à sa seule organisation (3). A partir du moment où on admet déjà des « contradictions » en son propre sein, il n'y a pas de raison de considérer les contradictions au sein du soi-disant « camp révolutionnaire » comme un obstacle à une future unification plus large et tout aussi sans principes, dont la fusion, déjà envisagée, avec le PCR, serait la prochaine étape. De la même manière, en l'absence de bases théorico-tactiques fermes et acceptées de tous, le centralisme et la discipline véritables et organiques du parti ne peuvent que faire défaut : d'où les efforts des deux « composantes » pour chercher à les substituer par des recettes artificielles — depuis la formule maoïste « unité-critique-unité » jusqu'à des méthodes carrément empruntées à la panoplie de la démocratie bourgeoise : « recherche du consensus » par le débat, « égalité totale » aux char-

ges de direction, voire « rotation » fréquente au... pouvoir —, qui ne peuvent signifier en fait que paralysie ou « tournants » spectaculaires, si ce n'est caporalisme.

Plus généralement, si l'OCT sous-estime la nécessité et la fonction du parti aujourd'hui, c'est parce qu'elle sous-estime la fonction du parti demain et en définitive parce qu'elle édulcore la réalité de l'affrontement révolutionnaire entre les classes. A quoi peut se réduire le rôle du parti dans la période révolutionnaire, quand on conçoit la révolution comme un « mouvement conscient des masses [populaires] elles-mêmes sous la direction des ouvriers eux-mêmes » (Thèses du II^e congrès de l'OC-GOP, juin 76, *Cahiers pour le communisme*, n° 7, p. 4), et la dictature du prolétariat comme « la prise en charge directe des affaires de l'Etat [...] par les masses populaires organisées sur le lieu de travail et d'existence en Conseils populaires » (Thèses du III^e congrès de l'OCR, juin 75, *Cahiers Révolution*, n° 8, p. 59), sans dire un mot de la nécessité de l'insurrection, de la terreur rouge, de la scission du prétendu « camp du peuple », et de la lutte contre l'« hydre toujours renaissante de la petite production » ? Ou bien on ne parle carrément pas du parti, sauf pour affirmer vaguement et platoniquement sa nécessité comme « verrou des alliances de classe » (OCR, Thèses, p. 56) ; ou bien on le ravale à une espèce d'ordinateur qui « rassemble les idées des masses là où elles s'organisent comme collectivités concrètes, les synthétise et les concentre, dans un travail de tri et d'élaboration, et retourne les idées aux masses sous forme d'objectifs et de mots d'ordre traduisant une ligne politique » (OC-GOP, Thèses, p. 19).

Idéalisme, empirisme, interclassisme se conjuguent dans la vision d'un parti-pédagogue qui éclaire les masses « populaires », au plus « collabore » avec elles et leur renvoie, comme un miroir, leurs propres idées — de même qu'il reflète, comme un miroir, leurs propres contradictions —, en les triant à la lumière d'une « théorie » qui « part toujours de la pratique » et est « constamment modifiée, modelée par la lutte des classes, les contradictions et les luttes internes, la poussée permanente du mouvement des masses » (ibid. p. 9), dans un éternel cercle vicieux.

Si la révolution prolétarienne n'était pas la guerre à mort d'une classe, celle des sans-réserves, contre une classe bourgeoise forte d'une longue expérience internationale de domination et dotée d'Etats centralisés et armés jusqu'aux dents, mais une question d'idées des masses et de mots d'ordre, si la lutte des classes n'était pas réglée par des lois matériellement déterminées, mais livrée aux « choix politiques » des individus ou des groupes, il n'y aurait pas besoin, effectivement, d'un état-major pourvu d'une claire connaissance du but et des moyens de la lutte, d'un plan tactique établi à l'avance et d'une organisation de granit, capable de cimenter les efforts du prolétariat et de le conduire fermement vers la victoire. Il n'y aurait pas besoin d'un parti au sens où l'entend le marxisme : un « intellectuel collectif », un « quartier général des luttes » immédiates et populaires pourrait le remplacer, et il n'y aurait pas besoin non plus de le préparer longtemps à l'avance.

Si d'après Marx et Engels le parti communiste « défend et représente, dans le mouvement présent, l'avenir du mouvement », c'est parce qu'il incarne une ligne — c'est-à-dire une théorie, un programme, des principes — unique et invariante ; une ligne qui n'est pas dictée par les hauts et les bas de la lutte de classe ni par l'état d'esprit contingent du prolétariat à tel moment, dans tel pays, dans telle usine, mais qui unit son passé à son présent et à son avenir au-delà de toutes les limites temporelles,

nationales, catégorielles, parce qu'elle traduit les lois scientifiques, gravées toujours plus profondément par les confirmations de l'histoire, de sa lutte d'émancipation.

Dans les périodes de contre-révolution, où le parti s'est toujours trouvé réduit à une poignée de militants, le parti n'a pu renaître en tant que direction du prolétariat que sur la base de leur effort tenace pour maintenir la continuité de la doctrine contre ses révisions successives, tirer les leçons des révolutions et des contre-révolutions passées, les transmettre aux générations nouvelles de prolétaires en préparant et en précédant, contre le courant, leur rupture d'avec toutes les formes d'opportunisme. C'est ce qu'ont fait Marx, Engels, Lénine après les défaites de 1850, 1871 et 1914. Aujourd'hui, la lutte pour la préparation révolutionnaire et la reconstruction du parti du prolétariat impose d'avoir tiré jusqu'au bout les leçons de la contre-révolution stalinienne et de la dégénérescence de l'Internationale Communiste, restauré l'intégralité de la théorie marxiste contre tous ses falsificateurs et ses prétendus enrichisseurs, de lutter pour aguerir le parti naissant, au contact de la classe ouvrière et dans toute une série d'affrontements.

Il est vrai qu'à certains moments de l'histoire — une puissante montée de la révolution, dont nous sommes aujourd'hui très loin — le parti peut avoir à absorber non plus seulement des individus, mais des courants issus d'une autre origine que son noyau central : c'est ce qui s'est produit en 1917, pour le parti bolchévique, avec l'adhésion du groupe de Trotsky, et dans une certaine mesure en 1921 pour le PC d'Italie (où cependant la vague révolutionnaire était déjà sur le déclin). Mais une telle adhésion, à plus forte raison que celle des individus, doit toujours se faire sur la base de l'adhésion aux positions du parti (et donc du renoncement du groupe-candidat à ses positions antérieures) et en présence d'une direction homogène et éprouvée, capable de conduire l'organisation d'une main de fer : sans ces conditions, le parti ne pourrait jamais diriger le prolétariat sans oscillations par-delà tous les tournants et les soubresauts de l'histoire.

On ne peut lutter contre la falsification de la théorie marxiste par le stalinisme en ayant recours à l'éclectisme. On ne peut lutter contre sa démolition des principes révolutionnaires en partageant avec lui des postulats comme le populisme et le démocratisme. La voie de la préparation révolutionnaire et de la reconstitution du parti de classe est une voie difficile et escarpée. Ceux qui prêchent des voies plus « courtes » et moins âpres ne peuvent qu'épaissir les obstacles sur le chemin du prolétariat.

(1) Sur les « solutions » de la LCR, de LO et de *Révolution*, voir également l'article *Parti-plan et tactique-plan* dans *Le Prolétaire*, n°s 197 et 198.

(2) A ce propos, la « composante » Révo de l'OCT — qui, deux semaines avant la fusion, répondait à sa partenaire que « nous devons être aujourd'hui [mais pas demain !] un pas en avant [mais pas deux !] de la gauche ouvrière et populaire précisément pour qu'elle nous rejoigne dans la construction du parti » (n° 157) — n'est pas moins suiviste que la « composante » GOP, même si son suivisme se pare encore de toute une phraséologie gauchiste et offensiviste : « prendre des initiatives », comme elle dit, n'est nullement synonyme de préparer sérieusement la révolution.

(3) Ce prétendu anti-sectarisme n'a jamais empêché Révo et la GOP de défendre farouchement les intérêts de boutique dans les luttes revendicatives. Les choses sont mises exactement à l'envers : on ouvre le parti et on gomme ses frontières théoriques et politiques, par contre on tend à fermer les organisations de défense sur des préalables politiques (voir les CUFI, les CAM et les groupes Femmes en lutte).

Publications internationales

Die Kommunisten und die Aufgaben der Revolution in Nord- und Lateinamerika

Cette brochure en langue allemande consacrée aux tâches de la révolution dans les deux Amériques reprend l'appel aux ouvriers des deux Amériques du CE de l'Internationale communiste (Moscou, nov. 1920) ainsi que des études sur la révolution américaine et l'évolution de l'impérialisme et des problèmes sociaux en Amérique latine depuis cette époque, c'est-à-dire tout le matériel déjà publié dans notre revue en langue espagnole El programa comunista (Prix : 5 F).

*

As lutas de classe em Portugal de 25 de abril a 25 de novembro (e suas relações com as lutas de Independência na África)

Cette brochure en langue portugaise reprend les articles les plus importants parus dans *Programma Communiste*, *Le Prolétaire* et *Il Programma comunista* sur les événements de Lisbonne et Luanda, d'avril 74 à décembre 75. (Prix : 4 F).

Commandes au « Prolétaire ».

La lutte contre le militarisme bourgeois (2)

Militarisme aggravé, mais contradictions accrues

Le militarisme bourgeois périra de la « dialectique de son propre développement », qui implique une mort violente qui lui sera donnée par le prolétariat militarisé et doué d'« une volonté propre ». Cette perspective, que nous avons rappelée dans le numéro précédent de ce journal, a été, avant de devenir celle de Lénine et la nôtre, celle d'Engels en 1876, au moment même où les guerres entre Etats devenaient des « guerres des peuples » où les larges masses de la population étaient entraînées, comme l'avait anticipé la révolution de 1789 avec la levée en masse.

Si l'on considère l'évolution de l'armée française, ce fut la défaite de 1871 qui amena la bourgeoisie à abandonner l'armée de métier classique forgée par la loi Gouvion-Saint Cyr de 1818, et à appliquer le service militaire obligatoire, malgré l'expérience de la Commune de Paris.

Pour les critiques du marxisme et les partisans intéressés des réformes démocratiques, cette perspective serait aujourd'hui balayée par l'évolution du capitalisme lui-même et des grands Etats impérialistes, qui tendraient à se donner des armées de métier, des armées de professionnels et de mercenaires. La conclusion en est que si le prolétariat tient à la victoire, il devrait impérativement défendre l'armée de conscription contre l'armée de métier.

Cette argumentation a l'avantage de procéder de façon matérialiste ; du moins elle singe le matérialisme. Son inconvénient est d'être fautive, car elle oublie une partie de la réalité qui, encore une fois, est contradictoire, dialectique.

C'est un fait indéniable que la bourgeoisie tend à développer des corps de répression spéciaux, notamment la gendarmerie mobile, la légion et autres corps de mercenaires, nés directement des besoins du « maintien de l'ordre » dans les colonies comme dans la métropole. Il est indéniable d'autre part que l'examen des statistiques montre l'accélération au cours de ces dernières années de la formation de ces troupes professionnelles.

Un autre élément mis en avant, c'est la professionnalisation de certains secteurs de l'armée comme la marine, l'aviation, la cavalerie (les blindés), aujourd'hui la force de frappe, etc., qui créent des corps de soldats dont on exige une plus grande présence à l'armée, tandis que les appelés sont relégués dans des tâches subalternes de manutentionnaires, plantons, domestiques, etc., bien qu'il soit très difficile de discerner dans tout cela ce qui est exigé par la technique et ce qui ne l'est pas. Mais en tout cas la tendance existe : il y a seulement 24 % d'appelés dans la marine, 38 % dans l'armée de l'air et 65 % dans l'armée de terre qui reste la piétaille et le lieu où la distinction est la plus nette entre corps d'élite solidement armés et troupes massives aux armements archaïques. Cette séparation est d'ailleurs théorisée et systématisée dans la fameuse Défense Opérationnelle du Territoire (DOT), mise en place par le gaullisme, qui confie les tâches de démantèlement de l'ennemi et les opérations militaires à des troupes de commando tandis que les arrières sont assurés par le gros de la troupe, en cas de subversion extérieure comme intérieure.

Armée de conscription/armée de métier : une alternative dépassée

Sur le fond de la restructuration de l'armée il se développe dans de nombreux pays une polémique opposant les tenants de l'armée de métier et ceux de l'armée de conscription. Il est sûr que l'armée de métier répond à des considérations politiques internes, avant tout parce qu'elle est moins perméable que l'armée de conscription ou que la « population en armes » au défaitisme révolutionnaire. Mais en réalité les résultats de la polémique se réduisent le plus souvent à la durée du service militaire ou à une histoire de gros sous, et seulement en temps de paix. Qui pourrait en effet affirmer qu'en temps de guerre une armée professionnelle peut suffire pour répondre aux exigences militaires des grands Etats modernes ?

Engels écrivait en 1893 dans une série d'articles intitulée **L'Europe peut-elle désarmer ?**, que le « système des armées permanentes a atteint dans toute l'Europe un tel degré que si les armées permanentes ne sont pas transformées à temps en une milice fondée sur l'armement général du peuple, ou bien les peuples seront économiquement ruinés ou bien ils seront précipités dans une guerre générale de destruction ». Et nous avons eu déjà deux de ces guerres, qui ne peuvent être déclenchées sans un risque énorme pour la conservation bourgeoise et qui, lorsqu'elles le sont, constituent un terrible moyen de pression sur le prolétariat et sur toutes les couches exploitées de la population.

Mais en 1893, l'impérialisme ne faisait que naître. Vingt ans plus tard il était déjà venu à maturité. Et aujourd'hui que penser des formidables antagonismes qui menacent la société, antagonismes que la Sainte-Alliance impérialiste essaie de contenir par une pression invraisemblable et pour le déchaînement desquels se préparent des armées immenses ? Les armées européennes ont à peu près le même nombre de soldats aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, sans parler de la réserve qui est de 5 à 10 fois le potentiel de l'armée permanente. Ainsi, pendant la première guerre, la France qui avait une armée de 630.000 hommes en temps de paix, mobilisa 4.500.000 hommes (les chiffres pour l'Allemagne étaient 760.000 et 5.500.000). Mais les Etats-Unis, qui avaient hier

250.000 hommes et avaient mobilisé 1.800.000 hommes, ont aujourd'hui une armée permanente de 2.800.000 hommes ; la Russie qui avait une armée de un million d'hommes et en avait mobilisés 7.000.000 entretient aujourd'hui en temps de paix 3.500.000 hommes. Combien peut-elle en lever en temps de guerre ? Sans parler du fait que de nouvelles armées sont nées, celles de l'Inde, de la Chine et des innombrables pays de tous les continents qui seront poussés par un impérialisme armé jusqu'aux dents à s'armer eux aussi jusqu'aux dents pour lutter d'abord contre lui pour l'indépendance politique puis contre leurs voisins et leurs propres exploités (voyez le Vietnam ou l'Angola !). Il est assez facile de comprendre comment le capitalisme sénile et militarisé impose son militarisme aux jeunes nations.

Pour imaginer que des armées de métier soient suffisantes en temps de guerre, il faudrait imaginer que l'impérialisme puisse réduire ses contradictions, que les divers impérialismes puissent atténuer les rivalités qu'ils ont entre eux et ne cherchent pas à profiter de la supériorité militaire que donne la participation des larges masses de la population à l'effort militaire direct.

Il n'y a pas si longtemps, pour une simple guerre coloniale, la France a dû lever plusieurs classes, prolonger le service militaire. Et comment l'Amérique a-t-elle fait la guerre du Vietnam tout en préservant sa capacité militaire partout dans le monde sinon par la conscription ? Elle l'a certes supprimée aussitôt après la guerre ; mais elle devra aussi sûrement la rétablir demain, dans une guerre mondiale, ne serait-ce que du simple fait qu'une guerre mondiale ne peut pas ne pas entraîner d'innombrables soulèvements nationaux et de nouveaux Vietnam contre son oppression...

On pourrait évidemment imaginer que les bourgeoisies européennes, entraînées par leur habitude de s'en remettre aux Etats-Unis pour les soins de leur sécurité, envisagent de conserver une armée de métier, sans faire participer l'ensemble de la population à une guerre impérialiste, et conservent l'armée pour les simples besoins de la lutte contre l'ennemi intérieur.

Nous disons évidemment « on pourrait imaginer », mais nous ne disons pas que c'est possible. Si cela l'était, cela mettrait la bourgeoisie européenne dans une telle dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, une dépendance qui frapperait tellement ses intérêts qu'elle ne pourrait être obtenue que comme le résultat d'une lutte sans merci contre des secteurs entiers du capital et de la hiérarchie militaire, c'est-à-dire vraisemblablement sans une défaite militaire préalable. On ne peut donc concevoir cette éventualité que si on fait abstraction de toutes les autres tendances, en poussant à fond celle de l'aplatissement des bourgeoisies des Etats secondaires devant celles des grands Etats. Or le minimum que toute bourgeoisie a eu déjà le loisir d'expérimenter, c'est qu'une armée puissante n'est pas seulement nécessaire pour vaincre l'ennemi : même si pour cela l'armée n'intervient que comme élément secondaire d'un dispositif impérialiste mondial — il est difficile d'imaginer une armée européenne agissant en Europe pour son propre compte — une armée puissante et qui mobilise pour cela toutes les ressources nationales est indispensable ne serait-ce que pour ne pas se faire mettre complètement à genoux par ses propres alliés. Tel aura été le véritable sens des velléités d'indépendance du gaullisme en France.

A l'heure de l'impérialisme le plus avide, poussant tous les antagonismes sociaux à leur paroxysme, des guerres qui ne chercheraient pas à utiliser toutes les ressources nationales et même celles des pays dépendants sont inconcevables. Pourvu que l'on ne s'attache pas à la surface des choses, mais que l'on considère l'évolution dans son ensemble, l'expérience de plus de soixante années démontre que la tendance à la professionnalisation des armées ne s'oppose pas à la conscription et que les deux formes s'intègrent. De la même manière que le monopole ne supprime pas la concurrence mais la porte à un niveau supérieur, on pourrait dire que la professionnalisation de l'armée ne supprime pas la conscription mais la porte à ses extrêmes conséquences, en tendant à militariser l'ensemble de la population encadrée par les corps professionnels, bref en réalisant la milice sur la base de l'armée. Telle est la tendance profonde que toutes les restructurations tendent, dans l'ensemble, à réaliser.

*

Mais cette évolution réactionnaire, profondément contre-révolutionnaire dans la mesure où elle tend à estomper la différence entre armée de métier et population en armes en soumettant toute la population à la hiérarchie et à la juridiction militaire, a son revers de la médaille.

Tout d'abord, la professionnalisation même de l'armée développe à l'intérieur des corps professionnels l'élément prolétarien : peut-on imaginer une marine de guerre comme la marine russe avec ses 800.000 hommes tout à fait imperméable aux appels de la lutte des classes ? On se souvient peut-être que pendant la guerre du Viet Nam, un puissant porte-avions américain fut immobilisé par le personnel revendiquant contre les discriminations raciales. L'exemple de la marine n'est pas fortuit. Toutes les marines dans les pays qui ont fait des révolutions populaires peuvent donner des exemples de magnifiques traditions de lutte. Eh bien, transposez cela à l'aviation ou aux missiles (qui permet aux avions de s'envoler et aux missiles de partir sinon des éléments prolétariens ?), et

vous touchez du doigt la terrible contradiction qui traverse ces monstres que sont les gigantesques armées impérialistes modernes.

Autre chose est bien sûr la question des corps de mercenaires purs et simples, surtout ceux qui sont constitués quand la lutte de classe se déchaîne ou à plus forte raison en pleine guerre civile et dont on peut difficilement attendre qu'ils se désagrègent de l'intérieur : ils laissent prévoir que, dans les pays impérialistes, la victoire de la Révolution sera précédée d'une longue guerre civile qui prendra la forme de véritables batailles rangées.

Les défauts de la cuirasse du militarisme impérialiste

Le deuxième point à relever est que la militarisation ne s'étend pas seulement à l'enrôlement de la plus grande réserve de la population sous les drapeaux et dans les tâches paramilitaires, dans des milices territoriales ou autres. Elle s'étend à toute la vie civile et en particulier au travail industriel. La force militaire s'épuise vite si elle n'est pas soutenue par une puissance économique à sa hauteur. La formidable capacité de destruction des armées modernes, l'utilisation rapide des munitions et du matériel, les destructions systématiques d'objectifs non seulement militaires mais industriels et d'infrastructure logistique, le terrorisme guerrier utilisé pour briser la capacité de résistance de l'ennemi (rappelez-vous Hiroshima, mais aussi Hambourg et Dresde !), tout ceci suppose un travail sans relâche pour créer un véritable front de l'arrière, où tend à se généraliser l'application du règlement d'urgence, de la juridiction militaire, dans le travail industriel civil.

« La [prochaine] guerre, disait Trotsky en 1937, sera totale, ce qui ne s'exprime pas seulement par le fait que les opérations se dérouleront simultanément sur terre, sous la terre, sur l'eau, sous l'eau et dans les airs, y compris la stratosphère, mais aussi par le fait que la guerre emportera dans son torrent l'ensemble de la population, toute sa richesse matérielle et spirituelle. Une partie de l'humanité se battra sur le front des trois dimensions. Une autre fabriquera des munitions, souffrira de la faim, et crèvera à « l'arrière ». Malgré la conquête de l'azur, de la stratosphère et du pôle, malgré les rayons de la mort et autres horreurs apocalyptiques, l'armée sera tout aussi enfoncée dans la boue que pendant la dernière guerre et peut-être, encore bien plus profondément. » (Sur la deuxième guerre mondiale, Paris, Seuil, 1974, p. 30.)

Ceci s'est révélé parfaitement exact, et si une troisième guerre devait arriver ce caractère s'aggraverait encore. Les guerres modernes se gagnent sur le front de l'arrière : mais qui se bat à l'arrière si ce n'est l'armée des prolétaires, dont l'organisation a le moins été détruite par la mobilisation si du moins s'y fait sentir l'influence du parti révolutionnaire ?

Les souffrances de la guerre, les efforts exigés par la guerre, reposent principalement sur le prolétariat, et ce non seulement sur le champ de bataille mais aussi à l'usine. Là est le deuxième talon d'Achille des armées modernes. On comprend d'ailleurs le rôle que jouent l'opportunisme et les machines syndicales qu'il contrôle en cas de guerre. Déjà dans la première guerre, ce sont les syndicats qui assuraient la paix dans les usines pour l'effort de guerre. Aussi en résulte-t-il pour les révolutionnaires l'exigence d'une propagande vraiment sérieuse contre le chauvinisme et contre les guerres impérialistes qui se cachent sous le drapeau de la défense nationale, de la défense de la liberté et autres freinades.

Ce caractère des guerres modernes est aussi tellement connu de la bourgeoisie qu'elle est conduite à mettre en place des réseaux de communication et de transport parallèles entièrement contrôlés par l'armée, qui retardent sa désorganisation mais ne peuvent la mettre complètement à l'abri car eux aussi fonctionnent avec des hommes vivants qui peuvent sentir qu'ils appartiennent à une classe donnée, pourvu que la force qui se constitue en face de la bourgeoisie soit déterminée à vaincre au prix de tous les sacrifices.

C'est pour cela, encore une fois, qu'est indispensable le Parti.

EL PROGRAMA COMUNISTA N° 22

(Dic. de 1976)

- Desde el Líbano hasta Sudáfrica pasando por Europa: Las consecuencias extremas y devastadoras de la contrarrevolución staliniana
- Las Tesis de la Izquierda: Introducción
El curso histórico del movimiento de clase del proletariado. Guerras y crisis oportunistas
- Propiedad y Capital
- Elementos de crítica política y de apreciación histórica de la Junta de Coordinación Revolucionaria latinoamericana.

Premiers pas du capitalisme chinois

(suite de la page 3)

cantilisme, le capitalisme, dont le développement fera éclater cette économie

Anatomie de la campagne chinoise

Regardons donc de plus près la structure agricole, base de la société chinoise actuelle en marche vers le plein capitalisme. Le paysan chinois consomme sur place presque tout ce qu'il produit et fournit gratuitement à l'Etat une bonne partie de sa force de travail. Lié à la terre (il ne peut se déplacer, même pour aller à l'école, que par décision des autorités de l'Etat !), il est encadré dans un système rigide qui exclut un des principaux résultats de la révolution bourgeoise : la liberté, liberté de rompre le joug de la terre, de pouvoir vendre sa force de travail au capital. L'horizon le plus large que la société lui offre est la brigade de travail.

L'unité de base de la production agricole est la famille. Plusieurs familles forment une équipe ; plusieurs équipes, une brigade (qui, en général, correspond au village). Plusieurs villages forment une commune ; plusieurs communes, une province. Chaque paysan adulte et les deux premiers enfants du chef de famille reçoivent, en moyenne, 1/150 d'hectare. 5 à 7 % des terres disponibles sont ainsi distribués aux familles, qui en tirent une partie de ce dont elles ont besoin pour vivre et pour nourrir leur bétail (qui est leur propriété individuelle). Toute personne valide fournit en moyenne à la commune 250 jours par an (contre 120 en 1930) de travail rétribué selon un système de « points de travail » par lesquels on comptabilise l'activité de chaque paysan et dont dépend le « revenu » distribué famille par famille. Le revenu brut de la commune-type chinoise est divisé ainsi : 52 % à chaque paysan selon les points de travail ; 30 % pour la recherche et l'expérimentation ; 11 % au fonds de réinvestissement ; 3 % pour le fonds des mères et des vieux ; et seulement 4 % pour l'Etat (les communautés agricoles consomment donc 96 % de ce qu'elles produisent).

Les 30 % pour la recherche méritent une explication. Rappelons tout d'abord que la formation de capital dans ce pays agricole assez isolé du marché mondial a lieu à la campagne, sur la base de la petite et moyenne propriété paysanne, de la production parcellaire, à travers l'épargne et l'investissement à long terme. Le décollage du capitalisme en Chine exige donc la production d'un sur-

constituée d'îlots disséminés et isolés de production familiale et locale, avec comme conséquence de profonds bouleversements dans toute la société.

plus agricole, c'est-à-dire qu'on ne produise plus seulement pour l'alimentation. Or cela suppose un formidable développement de la productivité de l'agriculture, qui doit déjà résoudre le terrible problème de nourrir une population qui augmente au rythme de 18 millions d'âmes par an, ce qui demande 5 millions de tonnes de céréales en plus chaque année (2).

Ces 30 % représentent donc l'énorme effort pour dépasser l'agriculture de subsistance. Si le revenu destiné à la recherche soustrait à l'accumulation une partie importante du capital, il est néanmoins une forme d'épargne, d'investissement potentiel. Destiné à la production pour l'amélioration des cultures, il entraîne aujourd'hui la non-utilisation d'une quantité importante de terres, de semences, de techniciens agricoles, mais il donnera des fruits à moyen terme. Et en effet, grâce à l'amélioration génétique des céréales non consommées, les stations expérimentales agricoles financées par les fameux 30 % ont permis actuellement le développement d'un secteur « moderne » représentant 20 % de l'agriculture chinoise et contribuant à 40 % de l'augmentation de la production totale (3).

Production conditionnée par les investissements ; investissements condition-

(2) De 1957 à 1975 l'augmentation de la production céréalière a été en moyenne de 5,3 millions t/an, c'est-à-dire qu'elle a été à peine supérieure au seuil de l'agriculture de subsistance.

(3) En plus de ce rôle dans l'économie, les stations expérimentales agricoles sont aussi un facteur politique de première importance. En effet, elles représentent des ramifications du pouvoir central, qui donne des directives uniques, réglant d'en haut la production selon un schéma qui n'a rien à voir avec la planification dans une société capitaliste développée (moins encore avec la planification socialiste !), mais qui tient plutôt du schéma impérial asiatique, transformé certes au long de l'évolution sociale depuis l'écroulement du Céleste Empire, un schéma qui sera nécessairement brisé par le développement des rapports capitalistes. Ces stations agissent au niveau de la province et ont pour tâche de faire adopter dans les campagnes les nouvelles techniques, les nouvelles semences, afin de briser la tradition

nés par l'épargne ; épargne conditionnée par la consommation ; consommation conditionnée par le revenu : voilà le cercle de l'économie chinoise. Un cercle entièrement capitaliste, un capitalisme jeune ayant encore un long chemin à faire et, donc, aux taux de croissance élevés. De ce « communisme » du besoin, qui n'est en réalité qu'un effort tendu vers le plein capitalisme, les jours sont comptés, et on entrevoit déjà les signes précurseurs de sa fin.

Dans nos études de parti nous avons montré que les réformes annoncées à grand fracas après la création de la République populaire ne prévoyaient une plus grande concentration de l'agriculture que sur la base de la production parcellaire, des « intérêts » du paysan parcellaire et de l'aide de l'Etat à celui-ci. Dès qu'on a voulu dépasser ces limites, on a eu comme résultat une catastrophe sociale d'une ampleur comparable à celle qui a suivi la fausse collectivisation stalinienne en Russie. La « révolution agraire » en Chine s'est réduite, jusqu'à présent, à une difficile accumulation du capital à la campagne à travers la première phase classique de développement de l'agriculture capitaliste — celle de l'instauration de la propriété paysanne — comme prélude à un processus d'expropriation et de concentration sous la poussée des forces productives bourgeoises et d'une économie de marché grandissante. Ce processus, lent et plein d'obstacles, commence à peine, comme nous l'illustrons dans le prochain volet de cet article.

(à suivre)

millénaire et de rapprocher le paysan chinois de l'agriculture moderne. Le personnel de ces stations et les administrateurs des communes sont les seuls travailleurs dépendant directement de l'Etat central, les seuls « fonctionnaires nationaux », et les deux corps agissent parallèlement. Jadis le contrôle central s'arrêtait au niveau provincial, relevant de la compétence des magistrats *hsien*, qui constituaient l'échelon le plus bas de la hiérarchie impériale. Aujourd'hui, si les organismes liés directement à l'Etat central ont aussi une compétence provinciale, comme les stations expérimentales, le système va cependant plus en profondeur : il se prolonge de la province à la commune, de la commune à la brigade et de celle-ci à l'équipe. Le système de calcul des points de travail individuels rend chef d'équipe celui qui a le plus de points ; le contact entre les échelons de la hiérarchie est très étroit grâce à l'utilisation intensive du mécanisme démocratique : le résultat en est un contrôle beaucoup plus serré de l'Etat central, un contrôle auquel aucune cellule du système n'échappe.

Souscription générale

Listes n° 10 et 11

Souscription pour la presse internationale, 1.741,28 ; sympathisants, 52 ; Paris, oct., 1.239,70 ; Wanda, 73 ; Ray., 10 ; V. et P., 40 ; M., pour le journal, 800 ; Lille, nov., 50 ; Angers, 54,50 ; Grenoble, 24,50 ; Toulouse, 170 ; Marseille, 234 ; Paris, nov. 1.882,45 ; Strasbourg (10-11-12), 761 ; Lau., 416 ; Sous. B., 465,23 ; Réunion publique Paris, nov., 318,50 ; Soutien, Maubeuge, 11,50 ; S. Sizun, 128 ; Autun, soutien, 22,50 ; Soutien, Vald., 10 ; Montpellier, 24 ; souscription exceptionnelle, 1.802,94.

Total listes 10 et 11 10.331,10
Total précédent 56.162,89

Total général 66.493,99

Soutenez l'effort de développement de la presse du parti dans les différentes langues !
Souscrivez !

SOMMAIRE DU N° 22 (4 décembre 1976)
de

il programma comunista

- Una economia piu' accentrata, dispo-tica e aguzzina.
- Contro l'ignobile pateracchio padronato-governo-sindacati.
- La forbice fra occupazione e produttività.
- Lotte operaie e nostri interventi.
- Il colcos russo, pilastro di conservazione.
- La borghesia cilena in ambasce.
- La riforma sindacale in Spagna.
- L'Internazionale degli sbirri... e quella dei galantuomini.
- Cunhal si aggiorna.
- Quadrante.
- Terrorismo e lotta di classe.
- Filosofia del « duro ».

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le dimanche 9 janvier de 10 à 12 heures, local de l'ASBL-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence, une fois par mois, le mercredi de 14 à 16 heures, soit le 15 janvier et 9 février, stand à la Faculté de Lettres, Grand Hall.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : les dimanches 19 décembre, et 2 et 16 janvier, de 10 à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : le samedi 8 janvier, et en général le premier samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta.

● A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 1^{er} et 15 janvier, ainsi qu'en général tous les premier et troisième samedis de chaque mois, de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

Correspondance pour la Suisse

B.P. 85 Montcholsy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Devant la répression dans les casernes

(suite de la page 4)

que l'opportunisme réagisse contre les quelques « égarements » de sa base et retrouve son terrain de lutte naturel, celui de la défense inconditionnelle et absolue... du militarisme bourgeois et de sa hiérarchie !

Il n'hésite pas à dissoudre UL et UD, ni même à donner l'ordre à ses militants dans les casernes de dénoncer les membres des comités à la hiérarchie (comme c'est le cas d'une section PS !)

Face à cet alignement total des partis « ouvriers » (sic !) sur la politique bourgeoise, conséquence inévitable de cinquante ans de collaboration de classes et de politique social-impérialiste, le mouvement d'appui à la lutte des soldats animé par les organisations d'« extrême-gauche » s'est littéralement désintégré, empêtré dans les illusions qu'il avait lui-même perpétrées sur la possibilité d'utiliser des vieux appareils opportunistes pour la lutte de classe.

Les CDA et CAM sont passés du soutien (modéré !) aux comités au soutien des... objecteurs de conscience avant de disparaître totalement du terrain de la lutte en pleine période de répression, démontrant encore une fois l'incapacité congénitale du centrisme à mener même la lutte immédiate. Ces gens-là auront demain des comptes à rendre à la classe ouvrière !

Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme

La brochure : 2 F

C'est dans cette situation catastrophique que les comités de soldats, sous l'influence de ces forces équivoques, opèrent des recules dangereuses pour se concilier les grâces de l'opportunisme. La plate-forme de la Base Aérienne de Tours publiée dans Lutte Anti-Militariste et Révolution !, revendique le soutien des luttes immédiates... des sous-officiers et officiers ! Tout ceci au milieu de revendications d'un révolutionnarisme de pacotille (la disparition des TPFA et de la SM entre autres présentées comme des revendications immédiates !) voire carrément réactionnaires (la lutte contre la militarisation de la société : entendez de la recherche, de la... musique !)

De telles plate-formes qui se situent sur le terrain de la « démocratie en général » et embrouillent toutes les questions de la lutte de classe, en tentant de faire croire au prolétariat que d'autres forces peuvent lutter à sa place (et aujourd'hui on trouve dans celles-ci tout le marais informe et puant de la petite bourgeoisie, depuis les avocats « libéraux » jusqu'aux officiers progressistes !) ne peuvent qu'amener un affaiblissement encore plus grand des comités et permettre une répression plus aisée de la hiérarchie.

Face à la répression bourgeoise contre leurs frères des casernes, les prolétaires doivent retrouver le terrain de l'antimilitarisme de classe en tissant peu à peu, en préférant l'efficacité au tapage, des liens par-dessus les grilles des usines et des casernes, en se plaçant virilement sur le terrain que leur impose la bourgeoisie, celui de la lutte de classe.

Solidarité totale et inconditionnelle avec tous les soldats emprisonnés !

Tout est à vendre

(suite de la page 2)

ses projets militaires ». Mais là, nous n'avons guère plus d'espoir : en effet l'Iran qui a acheté aux USA entre 1972 et 1975 près de 12 milliards de dollars « vient de passer de nouvelles commandes, toujours aux USA [aïe !], pour un montant de 15 milliards de dollars. Là se trouvent les marchés fabuleux [!!!]. Mais il semble bien [malheureusement] que ce soit une chasse gardée américaine ».

Le tableau n'est pas si sombre répond le gouvernement : « comme l'annonce avec satisfaction l'entourage de Michel d'Ornano, ministre de l'industrie : « Nous aurons entre 8 et 10 % du marché iranien d'ici à cinq ans » (L'Usine nouvelle, 14-10-76). Il est vrai que « la Grande-Bretagne exporte en Iran deux fois plus que nous, le Japon quatre fois plus, l'Allemagne Fédérale et les Etats-Unis cinq fois plus ». Mais malgré ce handicap « l'Iran est devenu en quelques années le premier client de la France au Moyen-Orient, bien devant l'Egypte, [et] nous réalisons ici des ventes supérieures à celles effectuées par nous au Japon, au Brésil, en Afrique du Sud, au Nigéria ». Grâce à « une stratégie payante » basée sur la vente de gros contrats, « nous » avons réussi la performance d'arracher « un portefeuille d'affaires bien engagées de 60 milliards de francs dont 29 milliards à conclure immédiatement » (soit, « un trimestre des exportations totales de la France ! ») dont « l'effet d'entraînement sur le tissu industriel français est inestimable ».

Nul doute que le PSU et le PCF l'ont finalement compris ainsi. Ces partis « ouvriers » sont toujours à vendre — et ils font même des rabais. Faites vos enchères, Messieurs !